Nl

Raad van State
- 3. APR 1963
- 1 -
Coordination

ADV. L. 8253/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 23 janvier 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale", a donné le 1er mars 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e januari 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht", heeft de 1e maart 1963 het volgend advies gegeven :

3.IV.63

Le projet exécute la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale.

\+
\+ \+

Observation générale relative à la structure du projet.

La loi du 27 décembre 1961, en fixant dans des titres distincts respectivement le statut des sous-officiers de carrière, celui des sous-officiers temporaires et celui des sous-officiers de complément, indique elle-même la structure qui devrait normalement être celle du projet.

En un titre Ier, il y aurait lieu de grouper toutes les dispositions relatives aux sous-officiers de carrière, à savoir celles qui forment les chapitres Ier et III du projet, à l'exception de l'article 90.

Le titre II devrait comprendre les dispositions relatives aux sous-officiers temporaires : celles figurant au chapitre II du projet plus un article se référant aux dispositions relatives aux sous-officiers de carrière et que le projet rend applicables aux sous-officiers temporaires.

Le titre III comprendrait l'article 90 du projet qu'il y aurait lieu de compléter afin qu'il rende applicables aux sous-officiers de complément non seulement la section du chapitre Ier relative au retrait d'emploi, mais également les dispositions du chapitre III, sections 1ère à 4.

./.

Le titre IV grouperait, comme le projet le fait, les diverses dispositions transitoires et finales.

Le projet de texte proposé ci-après tient compte de cette division des matières.

\+
\+ +

Article 1er.

L'article 1er du projet fixe les conditions que doivent remplir les candidats qui désirent participer au concours d'admission organisé pour les candidats sous-officiers de carrière.

L'article 1er, § 1er, 1°, alinéa 2, fixe une condition spéciale concernant l'âge des candidats qui auront à suivre le cycle de l'enseignement secondaire supérieur à la Division interforces de l'Ecole technique de la force aérienne.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat et comme l'indique l'article 10 du projet, la Division interforces de l'Ecole technique de la force aérienne comprend une école technique secondaire supérieure (A 2), un cycle d'études A 2 complémentaire et un cycle d'études A 3 complémentaire.

L'école technique secondaire supérieure a été créée et organisée par l'arrêté royal du 7 avril 1959; suivant les renseignements donnés par le Ministre de la Défense nationale, les deux autres cycles feront aussi incessamment, l'objet d'un arrêté royal.

./.

Il importe, dès lors, que les conditions que doivent remplir les candidats pour participer au concours d'admission au cycle de formation qui sera donné à l'école technique de la force aérienne soient identiques à celles qui seront fixées pour pouvoir participer aux deux autres cycles de formation.

Le Gouvernement préférant voir figurer ces conditions dans le projet plutôt que de renvoyer à celles qui furent fixées par l'arrêté royal du 7 avril 1959, il y aurait lieu d'apporter à l'article 1er du projet et à l'arrêté royal du 7 avril 1959 diverses modifications afin d'établir le parallélisme entre ces dispositions.

Le Conseil d'Etat propose des textes qui répondent à cette observation.

\+
\+ \+

Le projet nécessitant une modification de l'arrêté royal du 7 avril 1959, il y aurait lieu de viser, dans le préambule, les lois sur l'enseignement technique coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957 ainsi que l'avis de la commission administrative prévu par l'article 15 de ces mêmes lois. Le projet devrait de plus, pour la même raison, être proposé et contresigné par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture.

\+
\+ \+

L'article 1er dispose en son § 2 :

./.

"Par dérogation au § 1er, les conditions d'âge pour l'admission dans le personnel navigant élève de la force aérienne sont fixées par le Ministre de la Défense nationale".

Ces conditions d'âge sont actuellement fixées par l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées non seulement pour les candidats au personnel navigant élève de la force aérienne, mais également pour le personnel navigant élève des autres forces. Il y a, dès lors, lieu de modifier l'article 1er, § 2, afin de prévoir la compétence du Ministre à l'égard du personnel navigant élève des forces autres que la force aérienne.

Article 2.

Suivant l'article 2 du projet,, le concours d'admission comprend notamment un examen médical ainsi qu'une épreuve psychotechnique.

Cet examen et cette épreuve ne semblent pas pouvoir faire l'objet d'un concours; ils devraient plutôt constituer des conditions mises à la participation au concours d'admission.

Il en est du reste bien ainsi suivant le projet. En effet , son article 1er dispose que pour pouvoir prendre part au concours, le candidat doit répondre aux conditions imposées pour être admis à contracter un engagement ou un rengagement. Parmi ces conditions figurent un examen médical et une épreuve psychotechnique (arrêté royal du 3 septembre 1952 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix, articles 1er, 3 et 4).

./.

Il n'y a, dès lors, pas lieu de maintenir dans les matières du concours d'admission cet examen médical et cette épreuve psychotechnique.

Il y aurait lieu de les prévoir à l'article 1er, § 1er, 2°, du projet (article 3 du texte proposé) si l'on entend ajouter aux conditions mises pour l'engagement ou le rengagement.

\+

\+ +

Si, en vertu de l'article 1er, le candidat doit répondre aux conditions imposées pour être admis à contracter un engagement ou un rengagement, aucune disposition ne prévoit le moment où cet engagement ou ce rengagement doit être signé. Il y aurait lieu de le prévoir dans une disposition qui figurerait directement après l'article 3. Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été portées à sa connaissance.

\+ +

Article 4.

L'article 4, § 2, appelle diverses observations.

La commission au grade de sergent peut être retirée :

"1° de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme en cas d'inaptitude physique".

Pour des raisons de concordance de texte, cette disposition nécessitera une modification de la réglementation sur la commission militaire d'aptitude et de réforme. Une observation relative à cette modification est faite en fin d'avis.

\+

./.

La commission au grade de sergent peut également être retirée :

"2° sur rapport motivé des chefs hiérarchiques, ou d'une commission désignée par le Ministre de la Défense nationale, en cas d'inaptitude professionnelle ou morale".

Suivant les intentions du Gouvernement, le Ministre ne désignera cette commission que dans l'hypothèse où il est saisi directement des faits. Il y aurait lieu de compléter ce 2° sur ce point.

\+
\+ +

Le § 2 se termine par la disposition suivante :

"Elle peut en outre être retirée par le Ministre de la Défense nationale à la demande de l'intéressé".

Par souci de concordance avec les dispositions similaires relatives aux officiers, il s'indiquerait de rédiger cette disposition sous forme de 4° :

"4° au candidat dont la démission est acceptée". (Cfr. arrêté royal du 15 avril 1840 contenant les règlements de l'Ecole militaire, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 1959, article 147 - arrêté royal du 4 décembre 1962 relatif à l'organisation de l'Ecole royale du service de santé ainsi qu'au recrutement et à la formation des candidats officiers médecins, pharmaciens et dentistes, article 31).

\+
\+ +

./.

L'article 4, § 3, n'a pas trait à la commission au grade de sergent, mais bien à la nomination à ce grade. Il s'indiquerait de le rédiger sous forme d'article distinct.

Article 6.

L'article 6, § 2, dispose que l'examen qui termine la seconde phase de la formation scolaire "constitue l'examen de sergent pour le sous-officier de carrière".

Une telle disposition n'est d'aucune utilité. L'article 8 de la loi du 27 décembre 1961 dispose que pour être nommé sergent, le candidat doit notamment "avoir suivi avec succès le cycle de formation et satisfait aux épreuves prévues pour les candidats sous-officiers de carrière". C'est donc bien l'ensemble des épreuves qui doit constituer l'examen de sergent et pas seulement l'examen par lequel se termine la seconde phase de la formation scolaire.

Une disposition similaire a dû être prise pour les candidats officiers en raison de dispositions de la loi concernant l'usage des langues à l'armée (ex. arrêté royal du 4 décembre 1962 cité ci-avant, article 21). Tel n'est pas le cas pour les candidats sergents.

\+ +

Article 7.

L'article 7, alinéa 2, dispose qu'à la fin de la période de formation pratique en unité ou dans une école spécialisée, le candidat "est jugé sur ses aptitudes à remplir les fonctions de sous-officier de carrière".

./.

Cette appréciation, si elle est défavorable, entraîne, suivant l'article 8 du projet, la perte de la qualité de candidat sous-officier de carrière. Il importe, dès lors, de préciser dans le texte les intentions du Gouvernement qui sont de faire prendre la décision sur l'aptitude du candidat, par le Ministre, après consultation des chefs hiérarchiques de l'intéressé durant cette période.

Article 9.

Cet article ne révèle pas l'intention du Gouvernement, qui est d'effectuer par concours le recrutement spécial qu'il prévoit.

Le début du § 1er de cet article devrait être modifié sur ce point.

Article 10.

L'article 10 du projet dispose, en son § 1er, alinéa 1er :

"Les candidats sous-officiers de carrière formés par la Division interforces de l'école technique de la force aérienne y suivent soit le cycle de l'enseignement technique secondaire supérieur (A 2), soit le cycle de perfectionnement (A 2 complémentaire) ou le cycle spécial (A 3 complémentaire)".

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 29 juillet 1953, la désignation des diplômes et certificats de l'enseignement technique ne se fait plus dans les textes réglementaires au moyen des sigles A 2, A 3, etc... usités jusque-là.

./.

Le projet devrait, dès lors, être modifié par une disposition déterminant le niveau de l'enseignement qui sera suivi. Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement.

\+
\+ +

L'article 10 du projet dispose, en son § 2, alinéa 1er :

"Outre leur formation technique et spécialisée, les élèves reçoivent une formation générale ainsi qu'une formation physique et militaire, en vue des fonctions qu'ils auront à remplir dans les forces armées".

L'article 2 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 portant création de l'école technique secondaire supérieure à l'école technique de la force aérienne prévoit :

"Article 2. Les élèves de cette école reçoivent une formation scientifique et technique spécialisée. A partir de l'âge de 16 ans, ils reçoivent en outre une formation militaire les préparant, dans ce domaine, aux fonctions qu'ils occuperont au sein des forces armées".

Il y aurait lieu d'établir la concordance entre ces deux dispositions.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette observation.

\+
\+ +

./.

Pour les raisons émises dans l'observation sous l'article 6, l'alinéa 2 du § 3 de l'article 10 est sans utilité et peut être omis.

+
+ +

L'article 10, § 4, dispose, en son alinéa 2 :

"Le candidat qui échoue à l'un des examens est autorisé à s'y représenter une fois, moyennant autorisation du commandant de l'école. Le jury d'examen et le conseil des professeurs sont consultés. Le second échec est définitif".

En parlant du "conseil des professeurs", il ne semble pas que le projet fasse allusion à la réunion de tous les professeurs de la Division interforces de l'école technique de la force aérienne, mais bien uniquement à la réunion des professeurs dont le candidat a suivi les cours.

Si telle est bien l'intention du Gouvernement, il s'indiquerait de préciser cette disposition. Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette observation.

+
+ +

L'article 22 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 prévoyant le renvoi de l'école technique secondaire supérieure, il y aurait lieu de tenir compte de cette hypothèse à l'article 10, § 5, alinéa 1er. De même y aurait-il lieu d'y indiquer les conséquences attachées à l'échec à l'examen qui termine la formation générale prévue à l'article 10, § 2.

+
+ + ./.

L'article 10, § 5, alinéa 2, du projet dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale règle la situation du candidat qui, au cours ou à la fin de sa formation, échoue aux examens d'aptitude professionnelle".

L'intention du Gouvernement étant de considérer ce candidat comme perdant la qualité de candidat sous-officier de carrière avec toutefois la possibilité pour le Ministre de l'autoriser à terminer sa formation de sous-officier par une autre voie, il y aurait lieu de modifier l'article 10, § 5, alinéa 2, pour faire ressortir cette intention.

Article 11.

Suivant les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été portées à la connaissance du Conseil d'Etat, l'article 11 du projet s'applique aux candidats sous-officiers de carrière du personnel navigant de la force aérienne et de la force terreste et du personnel navigant aérien de la force navale. L'intitulé du IV et le texte de l'article 11 devraient être modifiés en conséquence.

\+
\+ \+

L'article 11, § 3, alinéa 2, dispose que "l'ensemble de ces épreuves constitue l'examen de sergent pour le candidat sous-officier de carrière du personnel navigant de la force aérienne".

Pour les raisons émises sous l'article 6, une telle disposition est sans utilité et peut être omise.

\+
\+ \+ ./.

L'article 11, § 5, dispose, en son alinéa 2 : "Le Ministre de la Défense nationale règle la situation du candidat qui échoue définitivement à l'épreuve qui termine l'une des parties de la formation professionnelle".

Pour les raisons exposées sous l'article 10, § 5, le projet doit être modifié pour répondre aux intentions du Gouvernement.

\+ +

Article 12.

L'article 12, § 3, du projet dispose :

"§ 3. Sans préjudice aux dispositions de l'article 36 de la loi du 27 décembre 1961, les sous-officiers mécaniciens de marine titulaires du brevet de mécanicien de marine de deuxième classe délivré par l'administration de la marine et de la navigation intérieure peuvent accéder aux grades de maître et de premier-maître dans des délais moindres que ceux imposés aux autres sous-officiers".

En son article 36, la loi du 27 décembre 1961 prévoit que pour pouvoir être nommé au grade supérieur, le candidat doit compter deux années d'ancienneté dans son grade. L'article 34 de la même loi dispose que l'avancement a lieu dans chaque groupe d'emplois.

A partir du moment où des minima d'ancienneté plus importants que ceux qui sont prévus par l'article 36 de la loi ne sont pas fixés, on aperçoit difficilement la portée du § 3 de cet article 12.

./.

Si elle a comme objet de donner à certains sous-officiers de la force navale une bonification d'ancienneté en raison du brevet dont ils sont titulaires, une telle disposition doit trouver sa place dans la loi et non dans un arrêté d'exécution.

Il y a, dès lors, lieu d'omettre cette disposition.

\+ +

Articles 17 et 18.

Les articles 17 et 18 du projet sont pris en exécution de l'article 13 de la loi du 27 décembre 1961 qui a trait à la commission à l'emploi d'un grade supérieur.

Ces articles ne devraient pas figurer dans la section relative à l'avancement des sous-officiers mais bien dans une section distincte.

\+
\+ +

L'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1960, dispose en son article 21 ter :

"L'officier commissionné pour exercer l'emploi d'un grade supérieur a droit, pendant la durée de la commission, à une allocation fixée au montant de la différence entre la rétribution dont il bénéficierait dans le grade dont il exerce l'emploi et la rétribution dont il bénéficie dans le grade auquel il est nommé ou commissionné".

./.

Il appartient au Gouvernement de décider si la commission d'un sous-officier à l'emploi d'un grade supérieur entraîne des conséquences pécuniaires similaires. Dans l'ignorance où il est des intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat ne propose pas de texte modifiant, sur ce point, l'arrêté royal du 9 avril 1952.

Article 19.

L'article 19 du projet exécute l'article 20 de la loi en vertu duquel un sous-officier de carrière peut être suspendu par mesure d'ordre lorsque sa présence dans les forces armées porte atteinte à la discipline ou au bon renom de l'armée. La loi disposant elle-même qu'il s'agit d'une mesure d'ordre, l'alinéa 1er de l'article 19 pourrait être omis.

\+
\+ \+

Le projet ne prévoit pas que le sous-officier intéressé aura l'occasion de faire valoir ses moyens de défense avant le prononcé de la suspension ou avant sa prolongation. Il est à remarquer que l'article 102 du statut des agents de l'Etat accorde certaines garanties à l'agent dont la suspension est prolongée; par contre, l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière ne prévoit aucune garantie à ce sujet.

\+ \+

Article 20.

L'article 20 du projet exécute l'article 19 de la loi du 27 décembre 1961 aux termes duquel "le sous-officier de carrière peut être mis en non-activité par mesure disciplinaire pour une période déterminée, par le Ministre de la Défense nationale".

./.

Le projet reprend textuellement l'article 10 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire. L'article 20 fait donc double emploi avec cette disposition; il pourrait être omis.

Toutefois, si le Gouvernement estimait utile de voir figurer cette disposition dans le projet afin qu'il règle de la manière la plus complète possible l'exécution de la loi du 27 décembre 1961, le Conseil d'Etat se doit de rappeler que dans son avis concernant le projet qui devint l'arrêté royal du 30 décembre 1959 et dans son avis concernant le projet qui devint l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière, il a attiré l'attention du Gouvernement sur la gravité de la mise en non-activité par mesure disciplinaire et sur la nécessité d'organiser une procédure qui permettrait au militaire intéressé d'avoir connaissance exacte des griefs formulés à son égard et de pouvoir faire valoir ses moyens de défense. Dans l'un et l'autre cas, le Gouvernement n'a pas estimé devoir suivre de telles suggestions (L. 6869, avis du 17 novembre 1959, et L. 6222, avis du 26 juin 1958).

Le Conseil d'Etat estime devoir les répéter concernant l'article 20 du projet.

Article 25.

Selon l'article 25, § 1er, du projet, la commission d'information comprend notamment :

"un adjudant-chef ou un adjudant, plus ancien que le ou les sous-officiers en cause, ou à défaut, un officier subalterne".

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, l'officier subalterne ne pourra être désigné que dans

./.

l'hypothèse où la désignation de l'adjudant-chef ou de l'adjudant aurait comme effet de retarder anormalement la réunion de la commission.

Il est suggéré de modifier l'article 25, § 1er, pour faire ressortir cette intention.

\+ +

Article 29.

L'observation faite concernant l'article 25 vaut pour l'article 29, § 1er, alinéa 2, du projet.

\+ +

Article 32.

La notification prévue à l'article 32, § 1er, devra être faite de telle manière que sa date ne puisse être contestée. Cette observation vaut pour les divers articles qui prévoient la notification de pièces de procédure aux sous-officiers. Il appartient au Gouvernement de prévoir les dispositions nécessaires à cette fin dans chacun de ces articles ou dans un article qui pourrait figurer à la fin de l'arrêté.

\+
\+ +

L'article 32, § 2, du projet dispose notamment :

"Le sous-officier en cause fait en outre connaître au président le nom et l'identité des témoins qu'il désire faire entendre par le conseil".

Le sous-officier doit faire parvenir la liste de ses témoins dans le délai de quatre jours à dater de la notification qui lui est faite en vertu de l'article 32, § 1er.

./.

En vertu de l'article 35, § 2, du projet, le dossier ne sera communiqué au sous-officier comparant qu'au moins huit jours avant la réunion.

Il en résulte que l'inculpé devra notifier la liste des témoins avant d'avoir eu connaissance de tous les éléments de son dossier.

Sans doute, le président pourra-t-il,en vertu de l'article 37 du projet, faire convoquer des témoins dont l'inculpé lui aura demandé l'audition même après ce délai. Toutefois, les droits de la défense ne seront pleinement respectés que si l'article 35 est complété par une disposition prévoyant qu'après avoir pris connaissance du dossier, le sous-officier intéressé peut faire connaître au président les témoins supplémentaires qu'il estime devoir faire entendre.

+

Articles 32 et 33.

Par souci de concordance avec l'arrêté royal du 7 avril 1959 dont les dispositions sur le conseil d'enquête sont, dans une large mesure, reprises par le projet, il s'indique de modifier la structure des articles 32 et 33 du projet.

+ +

Article 34.

Cet article soulève la même observation que celle qui a été formulée sous l'article 32, § 1er.

Article 37.

L'article 37, § 1er, du projet dispose, en son alinéa 3 :

./.

"Le conseil peut entendre les témoins en dehors de la présence du sous-officier en cause ...".

Le § 2 du même article prévoit que le sous-officier en cause prend connaissance du procès-verbal des dépositions de témoins avant de donner ses explications : il n'empêche que la possibilité d'entendre des témoins en dehors de la présence de l'inculpé supprime, en partie, le caractère contradictoire des débats.

Ceci est d'autant plus grave que le conseil d'enquête prend une décision concernant l'existence des faits reprochés; l'audition contradictoire des témoins est, pour le sous-officier en cause, une garantie qu'on ne peut lui enlever sans violer les principes généraux relatifs aux droits de la défense.

La première phrase de cet alinéa 3 doit être omise.

Article 40.

Cet article soulève la même observation que celle qui a été formulée sous l'article 32, § 1er.

\+
\+ \+

Cet article prévoit que la notification de la décision et des avis éventuels doit être faite dans les quatre jours de la décision. Ce délai ne peut avoir aucun effet sur la validité de la procédure suivie devant le conseil d'enquête. Pour ne pas susciter de difficulté, il y aurait lieu de ne pas en faire mention dans le projet; c'est dans les instructions données aux présidents des conseils d'enquête qu'il y aurait lieu de mentionner que la notification doit être faite au plus tôt.

./.

Articles 43 à 49.

La section 4 du chapitre Ier du projet a trait aux musiciens de carrière.

Les diverses règles organisant le statut du musicien de carrière figurent dans le chapitre VII du titre II de la loi du 27 décembre 1961, titre relatif aux sous-officiers de carrière. Il faut cependant observer que le législateur n'a pas voulu en faire de véritables sous-officiers de carrière.

L'article 41 de la loi dispose, en effet :

"Les musiciens militaires de carrière sont régis par les règles spéciales fixées au présent chapitre".

En vertu de l'article 43 de cette loi, certaines dispositions propres aux sous-officiers de carrière seront également applicables aux musiciens de carrière : l'article 11 qui a trait à la prestation de serment, l'article 14 qui traite du retrait du grade et les chapitre III et IV qui sont relatifs à l'emploi et à la position.

Pour le surplus, l'article 46 de la loi donne au Roi le pouvoir de fixer "les dispositions relatives à l'ancienneté et à l'avancement des musiciens de carrière".

Certaines dispositions de la loi qui sont propres aux sous-officiers de carrière sont donc applicables aux musiciens; il est, dès lors, nécessaire de leur rendre également applicables les articles du projet qui exécutent ces dispositions ainsi que, semble-t-il, la section traitant des conseils d'honneur.

./.

Si telles sont les intentions du Gouvernement, il y aurait lieu de faire figurer en fin de la section 4 du chapitre Ier du projet, une disposition énumérant les articles du projet qui sont applicables aux musiciens de carrière.

\+

\+ \+

L'article 42, § 2, de la loi du 27 décembre 1961 dispose :

"§ 2. Les musiciens militaires de carrière sont assimilés aux sous-officiers de carrière".

Un tableau d'équivalence des grades figure en annexe de l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1960. Il y a lieu d'observer que ce tableau d'équivalence ne fait pas mention du grade de sous-chef de musique principal; le Conseil d'Etat a déjà attiré l'attention du Gouvernement sur ce point dans son avis du 16 octobre 1962 relatif à un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 avril 1952 (L. 8120).

Articles 44 à 47.

Les articles 44 à 46 du projet prévoient que le musicien de troisième classe ne peut accéder à la deuxième classe et le musicien de première classe au grade de sous-chef de musique que si leur manière de servir est jugée satisfaisante.

Les articles 45 et 47 qui ont trait au passage de la deuxième classe à la première ou à l'accession du grade de sous-chef de musique à celui de sous-chef de

./.

musique principal prévoient des épreuves ou un concours.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement d'exiger que la manière de servir de ces musiciens soit également jugée satisfaisante, il est suggéré de rédiger, dans un article spécial, cette condition commune à l'avancement pour les diverses classes.

\+ +

Chapitre II.

Les dispositions applicables aux sous-officiers temporaires contenues dans le chapitre II du projet appellent une observation générale.

Dans son avis du 27 juin 1960 (L.7158) relatif au projet qui devint la loi du 27 décembre 1961, le Conseil d'Etat fit une observation concernant l'application des lois sur la milice aux sous-officiers temporaires.

Il attira l'attention sur le fait que le statut du sous-officier temporaire, tel que le projet le prévoyait, serait réglé par des dispositions éparses dans les lois sur la milice et ses arrêtés d'exécution et dans le projet de loi qui était examiné.

Afin qu'aucune difficulté ne pût naître, le Conseil d'Etat suggéra de régler le statut des sous-officiers temporaires indépendamment des lois sur la milice, en s'inspirant des lois du 25 décembre 1935 fixant le statut des officiers et sous-officiers auxiliaires de la force aérienne.

Pour arriver à ce but, diverses modifications du projet furent suggérées; elles furent admises par le Gouvernement et votées par le Parlement.

./.

On peut donc dire que le législateur, en suivant l'avis du Conseil d'Etat, a entendu fixer le statut des sous-officiers temporaires, indépendamment des dispositions du titre VIII des lois sur la milice.

Le présent projet, en son chapitre II qui est pris en exécution des dispositions de la loi relatives aux sous-officiers temporaires, prévoit, en son article 50, alinéa 2, l'application des lois sur la milice et de leurs arrêtés d'exécution à l'engagement ou au rengagement des candidats sous-officiers temporaires.

Ce faisant, le projet ne va sans doute pas à l'encontre du texte même de la loi du 27 décembre 1961, mais il ne tient pas compte des intentions du législateur qui, comme il vient d'être dit, a entendu fixer le statut des sous-officiers temporaires indépendamment du chapitre VIII des lois sur la milice.

\+
\+ \+

Pour le surplus, il faut observer que des difficultés vont naître du fait de cette dispersion des textes; certaines peuvent être mises en lumière :

a) elles ont trait à la signature de l'engagement : quelles sont exactement les conditions qui devront être remplies par les candidats ?

L'article 77 des lois sur la milice fixe à 16 ans l'âge minimum pour être admis à signer un engagement; l'arrêté royal du 3 septembre 1952 fixe l'âge maximum à 30 ans. Ces limites seront-elles respectées ? L'article 50 du projet, en disposant que les jeunes gens contractent l'engagement "en qualité" de candidat sous-officier temporaire, laisse entendre que ces limites

./.

ne seront pas respectées; en effet, l'article 54 du projet prévoit comme limite d'âge maximum 29 ans ou, pour certains emplois, 35 ans.

L'article 1er de l'arrêté royal du 3 septembre 1952 prévoit que le candidat doit, pour être admis à signer un engagement, notamment satisfaire aux épreuves psychotechniques déterminées par le Ministre de la Défense nationale. L'article 51 du projet semble prévoir des épreuves psychotechniques supplémentaires.

L'article 4 de l'arrêté royal du 3 septembre 1952 prévoit que certains militaires ne doivent pas réunir les conditions d'aptitude physique exigées pour être admis à contracter un rengagement. Entre-t-il dans les intentions du Gouvernement de recruter comme sous-officiers temporaires les candidats prévus par cette disposition ?

b) elles ont trait au régime des congés; comment concilier l'article 82 des lois sur la milice et l'article 72 de la loi du 27 décembre 1961 que le projet exécute en ses articles 81 à 88 ?

c) elles ont trait enfin et surtout à la résiliation de l'engagement ou du rengagement. La loi du 27 décembre 1961 fixe les conditions de résiliation d'office de l'engagement du sous-officier temporaire. Comment concilier ces dispositions avec l'article 79, § 1er, des lois sur la milice et avec l'arrêté royal du 3 septembre 1952 ?

S'il entrait dans les intentions du Gouvernement de ne pas appliquer au sous-officier temporaire le chapitre VIII des lois sur la milice, mais de rendre applicables à l'engagement du sous-officier temporaire uni-

./.

quement les conditions de souscription et de résiliation de l'engagement ou du rengagement prévues par la réglementation prise en exécution des lois sur la milice, l'article 50, alinéa 2 du projet devrait être rédigé de la manière suivante :

> "Les conditions mises à la souscription et à la résiliation de l'engagement du sous-officier temporaire sont les mêmes que celles qui sont mises à la souscription et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement prévus par les lois sur la milice, par la réglementation prise en exécution de ces lois".

Même dans ce cas, des difficultés existeront concernant la souscription de l'engagement et sa résiliation par suite du manque de concordance entre, d'une part, la réglementation prise en exécution des lois sur la milice et, d'autre part, la loi du 27 décembre 1961.

\+

\+ \+

Il résulte de ces diverses observations que le chapitre II du projet devrait être revu.

Ce n'est que sous réserve de cette observation générale que le Conseil d'Etat poursuit l'examen de ce chapitre II du projet.

\+ \+

Article 53.

En vertu de l'article 51 de la loi du 27 décembre 1961, l'article 12 de la même loi, qui prévoit la

./.

commission au grade de sergent des sous-officiers de carrière, est rendu applicable aux sous-officiers temporaires.

L'article 53 du projet exécute cette disposition mais il omet de prévoir les cas où la commission pourra être retirée.

Tenant compte des intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été portées à sa connaissance, le Conseil d'Etat propose un texte pour régler cette question.

\+ +

Article 54.

Dans les diverses dispositions relatives à la nomination au grade de sergent, le projet prévoit que le candidat doit avoir réussi l'épreuve prévue par la loi concernant l'usage des langues à l'armée (voir les articles 6, 9, 10 et 11 du projet).

Par souci de concordance avec ces dispositions, il y aurait lieu de compléter l'article 54 du projet en prévoyant cette épreuve.

Article 56.

L'article 56 du projet dispose :

"Article 56. Lorsque le sous-officier temporaire fait l'objet d'une proposition tendant à la résiliation d'office de son engagement ou de son rengagement, le conseil d'enquête prévu par la réglementation disciplinaire est consulté".

./.

Une telle disposition fait allusion au conseil d'enquête prévu par l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire.

A la fin du présent avis, le Conseil d'Etat examine l'incidence de diverses dispositions du projet, dont celle de l'article 56, sur l'arrêté royal du 30 décembre 1959.

\+
\+ +

Il y a lieu d'observer la situation curieuse qui va naître du fait que, pour la résiliation d'office de l'engagement ou du rengagement, le conseil d'enquête prévu dans l'arrêté royal du 30 décembre 1959 devra être consulté, alors que, dans le cas où un sous-officier aura été séparé de l'armée, c'est un autre conseil d'enquête qui, en vertu de l'article 59 de la loi du 27 décembre 1961 et de la section 2 du chapitre III du projet, sera compétent pour statuer sur l'existence des faits et pour donner ses avis et faire ses propositions.

Il existe sur ce point un manque d'harmonie qui nécessite également la revision de l'article 56 du projet.

\+
\+ +

Chapitre III.

Article 65.

Cet article soulève la même observation que celle qui a été formulée sous l'article 32, § 1er.

./.

Article 71.

L'article 71 du projet ne prévoit pas l'hypothèse où, parmi les sous-officiers déférés au conseil d'honneur, figure un sous-officier auxiliaire de la force aérienne.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de prévoir, dans ce cas, la présence d'un sous-officier de ce cadre parmi les membres du conseil d'honneur, il y aurait lieu de compléter l'article 71 sur ce point.

Le Conseil d'Etat propose un texte en ce sens.

\+ +

Article 83.

Disposant en ce qui concerne les congés de vacances des sous-officiers élèves dans des établissements d'instruction, l'article 83 prévoit en son second alinéa :

> "En aucun cas, le nombre total de jours de congé pour l'année ne peut être inférieur au nombre de jours prévu à l'article 81".

Suivant les intentions du Gouvernement, ce nombre de jours de congé doit subir les diminutions prévues à l'article 82. Le projet devrait être modifié pour répondre à ces intentions.

\+

\+ +

Chapitre IV.

Article 93.

Suivant l'article 78 de la loi du 27 décembre 1961, certains sous-officiers rengagés sont admis soit

./.

dans la catégorie des sous-officiers de complément, soit dans celle des sous-officiers de carrière.

C'est la loi elle-même qui décide cette admission; il ne peut, dès lors, pas appartenir au Roi de l'assortir de certaines conditions, comme il le fait à l'article 93 du projet.

Le Conseil d'Etat propose un texte en tenant compte de l'intention du Gouvernement qui est de permettre à ces sous-officiers de renoncer au bénéfice de leur admission dans l'une de ces catégories de sous-officiers.

Article 95.

L'article 95 du projet dispose :

"Article 95. La candidature au grade supérieur des sous-officiers de carrière retardés ou dépassés pour l'avancement avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 décembre 1961, fera, dans les six mois de cette date, l'objet d'un nouvel examen, par application de l'article 35, § 2, de la loi".

L'article 35 de la loi prévoit que la candidature doit être réexaminée "une première fois dans les deux ans à dater du premier examen qui en a été fait et, une dernière fois, dans le courant de la cinquième année".

En prévoyant un nouvel examen dans les six mois de la date d'entrée en vigueur de la loi du 27 décembre 1961, le projet ne peut avoir comme résultat de supprimer un des deux réexamens de la candidature prévus par cet article 35 de la loi.

./.

L'article 95 devrait être modifié sur ce point. Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette observation.

\+ +

Article 97.

Suivant l'article 97 du projet, pendant dix ans à dater de l'entrée en vigueur de la loi, le concours de qualification au grade d'adjudant-chef pourra porter, à l'intérieur d'un même groupe d'emplois, sur des matières différentes suivant les emplois : le Ministre déterminera les groupes d'emplois où cette règle pourra être appliquée.

Il résulte des intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été portées à la connaissance du Conseil d'Etat qu'il ne s'agit pas de déterminer une fois pour toutes les groupes d'emplois en question, mais bien de donner au Ministre le pouvoir de prendre la décision d'appliquer cette règle à tel ou tel groupe d'emplois, lorsqu'il y aura nécessité, en raison du caractère peu homogène des emplois faisant partie du même groupe.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte de cette intention.

\+ +

Article 98.

L'article 98 du projet dispose :

"Article 98. En attendant qu'il y soit pourvu autrement, les sous-officiers sont soumis, quel que soit le groupe d'emplois auquel ils appartiennent, et selon les distinctions entre catégories de sous-officiers qui étaient en vigueur avant le 1er jan-

./.

vier 1961, aux limites d'âge prévues par les dispositions en vigueur à cette date".

Cet article est pris en exécution de l'article 3, B, des lois coordonnées sur les pensions militaires. Il ne fait, pratiquement, qu'affirmer la persistance des dispositions réglementaires actuelles fixant les limites d'âge des sous-officiers :

- l'arrêté royal du 2 janvier 1924, qui fixe à 56 ans la limite d'âge des sous-officiers;
- l'article 3 de l'arrêté royal du 11 décembre 1951, qui fixe à 56 ans la limite d'âge des sous-officiers de la force navale;
- l'article 8 de l'arrêté royal du 20 août 1952, qui fixe à 60 ans la limite d'âge des sous-officiers spécialistes.

Cet article appelle des observations.

I. L'arrêté royal du 3 mars 1961 créant, au sein des forces armées, le corps administratif interforces et le corps technique interforces, fixe à 65 ans la limite d'âge des membres du personnel de ces corps (article 4).

Toutefois, cet arrêté, qui a été pris sans l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat en invoquant l'urgence, n'aura effet que lorsque le Ministre aura déterminé les emplois réservés à ce personnel (article 2) et aura fixé les conditions de formation pour pouvoir en faire partie (article 3), ce qui n'est pas encore fait à ce jour.

A un moment où le Roi a décidé de fixer à 65 ans la limite d'âge du personnel du corps administra-

./.

tif et du corps technique, suivant en cela l'article 115 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, il peut paraître étonnant et peu conforme aux intentions du législateur de 1961 de voir les limites d'âge des sous-officiers dont un certain nombre feront partie de ces deux corps, rester fixées à 56 et 60 ans; dans certains cas dont il sera parlé ci-après, le projet aura même comme conséquence de ramener de 60 ans à 56 ans la limite d'âge de certains spécialistes.

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur ce qu'il croit être un manque de concordance entre l'arrêté royal du 3 mars 1961 et l'article 98 du projet.

II. L'article 98 maintient les limites d'âge des spécialistes alors que l'article 99 du projet abroge l'arrêté royal du 20 août 1952 qui prévoyait une limite d'âge particulière pour cette catégorie de militaires.

Le projet aura pour effet de maintenir la limite d'âge de 60 ans en faveur des sous-officiers qui seraient restés ou seraient devenus spécialistes militaires si l'arrêté du 20 août 1952 n'était pas abrogé.

Une telle disposition, par son imprécision, est évidemment susceptible d'entraîner de nombreuses difficultés qui naîtront au moment où il s'agira de l'appliquer notamment à des sous-officiers qui n'auront jamais eu la qualité de spécialiste.

Le cadre des spécialistes militaires prévu par l'arrêté royal du 20 août 1952 ne comprend pas seulement des sous-officiers mais également du personnel subalterne sous le régime de l'engagement et du renga-

./.

gement. Si parmi ce personnel se trouvent des caporaux et des soldats, le projet, en abrogeant l'arrêté royal du 20 août 1952, aura comme effet de rabaisser leur limite d'âge de 60 à 56 ans. Si le projet avait, dans les faits, une telle conséquence, il devrait être soumis, en application de l'article 115 de la loi du 14 février 1961, à la délibération du Conseil des Ministres.

Les observations qui viennent d'être formulées concernant l'article 98 du projet nécessitent son réexamen par le Gouvernement.

Si, toutefois, il estimait devoir prendre actuellement cette disposition, il lui appartiendrait de régler à bref délai, par un autre arrêté, la question des limites d'âges des sous-officiers, l'article 98 du projet ne pouvant être considéré que comme une disposition d'attente.

\+ +

Article 99.

L'article 99, 8°, abroge "l'arrêté royal du 20 août 1952 portant le statut des spécialistes militaires".

Un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné un avis le 16 octobre 1962 (L. 8120), abroge, à la date du 1er janvier 1962, l'arrêté royal du 26 novembre 1952 relatif à l'allocation octroyée aux spécialistes militaires. Ce projet prend cependant des dispositions garantissant ces militaires contre toute diminution de leur rétribution.

./.

Ce projet n'a pas encore fait l'objet d'un arrêté royal publié au Moniteur belge. Il s'indiquerait qu'il soit publié avant l'entrée en vigueur du présent projet, afin qu'aucune difficulté ne puisse naître concernant la rétribution des militaires qu'il concerne.

\+
\+ +

La loi du 27 décembre 1961 que le projet exécute n'est pas encore entrée en vigueur. Il s'indique, dès lors, de prévoir que le projet entrera en vigueur le même jour que cette loi.

\+
\+ +

Incidence du projet sur des textes en vigueur.

Au cours de l'examen des divers articles du projet, l'attention du Gouvernement a été attirée sur l'incidence que le projet pouvait avoir sur divers textes en vigueur :

sur l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées : observations sous l'article 18 et sous la section 4 du chapitre Ier du projet;

sur l'arrêté royal du 26 novembre 1952 relatif à l'al- l'allocation octroyée aux spécialistes militaires : observation sous l'article 99, 8°, du projet;

sur l'arrêté royal du 3 septembre 1952 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix : observations sous le chapitre II du projet;

./.

sur l'arrêté royal du 7 avril 1959 portant création de l'école technique secondaire supérieure à l'Ecole technique de la force aérienne : observations sous les articles 1er et 10 du projet.

+

Il y a encore lieu d'examiner l'incidence du projet sur deux autres arrêtés.

Incidence du projet sur l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme.

L'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme exécute notamment la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, et la loi du 9 juillet 1951 concernant le statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale.

Ces deux lois étant abrogées par la loi du 27 décembre 1961, il importe d'examiner s'il n'y a pas lieu, dans le projet qui exécute cette dernière loi, d'apporter à cet arrêté royal du 5 octobre 1959 certaines modifications.

Les dispositions de cet arrêté ayant trait à la mise en non-activité pour motif de santé, à la mise à la pension d'ancienneté pour inaptitude physique et à la mise à la réforme, sont rédigées en termes suffisamment larges pour couvrir les hypothèses prévues par les articles 18, 24 et 56 de la loi du 27 décembre 1961.

Par contre, le projet, en son article 4, § 2, prévoit que la commission au grade de sergent du candidat sous-officier de carrière est retirée par le Ministre de la Défense nationale "de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de reforme en cas d'inaptitude physique".

./.

La même disposition doit être prise pour les sous-officiers temporaires.

Cette disposition modifie implicitement l'arrêté royal du 5 octobre 1959. Il s'indiquerait d'apporter à cet arrêté une modification explicite. Le Conseil d'Etat suggère un texte qui répond à cette observation.

\+
\+ +

Incidence du projet sur l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire.

L'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire est pris en exécution notamment de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers et de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale.

Ces deux lois étant abrogées par la loi du 27 décembre 1961, il importe d'examiner s'il n'y a pas lieu d'apporter à l'arrêté royal du 30 décembre 1959 certaines modifications.

1° L'arrêté royal du 30 décembre 1959 ne tient pas compte de l'existence de trois catégories de sous-officiers : les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément.

En son chapitre II, il traite en une première section, "de certaines mesures discplinaires applicables aux sous-officiers de carrière" et en une section 2 "de certaines mesures applicables aux soldats et aux gradés qui ne sont pas sous-officiers de carrière".

./.

Pour le sous-officier de carrière, sont prévus : le blâme, la réprimande et la non activité par mesure disciplinaire.

Pour les autres militaires subalternes, sont prévus : le blâme et la suppression de congés de faveur.

Il y aurait lieu de modifier cet arrêté en y prévoyant les trois catégories de sous-officiers créées par la loi du 27 décembre 1961; cette loi, en effet, prévoit la non-activité par mesure disciplinaire non seulement pour le sous-officier de carrière (article 19), mais également pour le sous-officier de complément (article 71).

2° Comme il a été dit dans une observation sous l'article 20 du projet, cet article reprend quasi textuellement l'article 10 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959.

Il y aurait lieu, ou d'omettre cet article 20 du projet comme faisant double emploi, ou d'abroger l'article 10 dans l'arrêté du 30 décembre 1959.

3° Le chapitre III de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 a trait au "conseil d'enquête pour les soldats ainsi que pour les gradés qui ne sont pas sous-officiers de carrière ou sous-officiers auxiliaires de la force aérienne".

La loi du 27 décembre 1961 prévoit en son article 25 que le Ministre peut démettre d'office un sous-officier de carrière "après consultation d'un conseil d'enquête". Le même conseil d'enquête sera consulté lorsqu'un sous-officier de carrière aura été séparé de l'armée (article 29). Ces deux dispositions

./.

sont applicables aux sous-officiers de complément.

Le projet organise le conseil d'enquête prévu par ces articles, en ses articles 29 à 41 et 63 à 66.

Il en résulte que le conseil d'enquête prévu par l'arrêté royal du 30 décembre 1959 ne sera pas compétent en ce qui concerne les sous-officiers de complément.

Le cas des sous-officiers temporaires est plus complexe. La loi, en son article 59, prévoit que lorsque le sous-officier temporaire aura été séparé de l'armée, un conseil d'enquête devra être consulté; elle rend l'article 25 applicable. Les dispositions du projet relatives à ce conseil d'enquête sont rendues applicables aux sous-officiers temporaires.

Par contre, l'article 56 du projet dispose :

"Article 56. Lorsque le sous-officier temporaire fait l'objet d'une proposition tendant à la résiliation d'office de son engagement ou de son rengagement, le conseil d'enquête prévu par la réglementation disciplinaire est consulté".

Une observation a été faite à ce sujet sous l'article 56.

S'il entrait dans les intentions du Gouvernement de supprimer la compétence du conseil d'enquête prévu par l'arrêté royal du 30 décembre 1959 aux sous-

./.

officiers temporaires, il y aurait lieu de modifier cet arrêté sur ce point également.

Les diverses observations faites ci-dessus nécessitent une certaine refonte de l'arrêté royal du 30 décembre 1959, refonte qui devrait intervenir le plus rapidement possible après l'entrée en vigueur du projet. De telles modifications devraient être prises par un arrêté distinct du projet; le Conseil d'Etat ne propose, dès lors, pas de texte à ce sujet.

./.

ARRETE ROYAL RELATIF AU STATUT DES SOUS-OFFICIERS DU CADRE ACTIF DES FORCES TERRESTRE, AERIENNE ET NAVALE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale;

Vu les lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923, notamment l'article 3, modifié par la loi du 13 juillet 1934;

Vu les lois sur l'enseignement technique, coordonnées le 30 avril 1957, modifiées par les lois des 1er avril 1958 et 29 mai 1959;

Vu les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1959 portant création de l'école technique secondaire supérieure à l'Ecole technique de la force aérienne et l'avis de la commission administrative de cette école;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme, notamment l'article 2;

./.

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre de l'Education nationale et de la Culture,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

TITRE Ier.- DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-OFFICIERS DE CARRIERE.

Chapitre Ier.- L'accession au grade de sergent.

Section Ière.- Dispositions communes à tous les candidats.

Article 3.

Article 1er.

La formation de sous-officier de carrière est donnée :

soit dans une école pour sous-officiers des forces armées;

soit dans la Division interforces de l'école technique de la force aérienne;

soit, dans les cas et pour les emplois que le Ministre de la Défense nationale détermine, dans un autre établissement militaire ou civil, en Belgique ou à l'étranger.

Article 2.

Article 2.

L'admission au cycle de formation de sous-officier de carrière a lieu suivant les résultats d'un concours comportant :

./.

1° une épreuve de condition physique;

2° une épreuve écrite portant sur certaines matières des études moyennes du degré inférieur.

Le Ministre de la Défense nationale détermine le programme et les modalités de ces épreuves, ainsi que leur coefficient d'importance. Il fixe, avant la clôture des inscriptions au concours d'admission, le nombre d'élèves à recruter pour chaque régime linguistique.

Article ler.

Article 3.

§ ler. Pour pouvoir prendre part au concours d'admission au cycle de formation de sous-officier de carrière le candidat doit être âgé, au moment de l'inscription ou au plus tard le jour où commence sa formation, de 16 ans accomplis au moins et de 22 ans accomplis au plus.

Toutefois, les limites d'âge spéciales suivantes sont d'application :

1° l'âge minimum est porté à 25 ans pour les engagés et pour les rengagés;

2° l'âge maximum est porté à 28 ans lorsque le concours est organisé en vue du recrutement pour des emplois exigeant certaines qualifications que le Ministre de la Défense nationale détermine;

3° lorsque le concours a lieu en vue d'un cycle de formation à suivre à la Division interforces de l'école technique de la force aérienne, l'âge minimum est fixé à 15 ans et l'âge maximum à 22 ans au 31 décembre de l'année de la présentation du concours; l'âge maximum est porté à 25 ans pour les engagés et pour les rengagés;

./.

4° les conditions d'âge pour l'admission au concours en vue du recrutement de sous-officiers du personnel navigant de la force aérienne et de la force terrestre et du personnel navigant aérien de la force navale sont fixées par le Ministre de la Défense nationale.

§ 2. Pour pouvoir prendre part au concours d'admission au cycle de formation de sous-officier de carrière, le candidat qui est dans les limites d'âge exigées doit réunir les conditions suivantes :

1° répondre aux conditions imposées pour être admis à contracter un engagement volontaire ou un rengagement et satisfaire à un examen médical et à une épreuve psychotechnique; toutefois, les candidats âgés de moins de 16 ans à la date de leur admission ne doivent pas posséder les qualités physiques requises en vue de l'engagement, mais seulement des moyens physiques suffisants pour acquérir ces qualités en temps voulu;

2° être célibataire, veuf ou divorcé sans enfant; toutefois, cette condition n'est pas imposée aux militaires candidats à l'admission à la Division interforces de l'école technique de la force aérienne, ni aux candidats admis à prendre part à un concours d'admission après l'âge de 25 ans;

3° être porteur du diplôme ou du certificat d'études que la loi du 27 décembre 1961 exige pour la nomination au grade de sergent;

4° s'il est militaire, être favorablement noté par ses chefs.

§ 3. La condition de nationalité requise en vue de l'engagement ainsi que la condition relative aux études

./.

préalables peuvent n'être remplies qu'au moment où le candidat, s'étant classé en ordre utile au concours d'admission, contracte un engagement ou un rengagement.

Article nouveau.

Article 4.

Le candidat classé en ordre utile au concours d'admission signe, avant d'entamer le cycle de formation, un engagement ou un rengagement dont la durée est fixée par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat admis au cycle de formation avant l'âge de 16 ans accomplis signe un engagement dès qu'il a atteint cet âge; si, pour cause d'inaptitude physique, ce candidat n'est pas admis à signer cet engagement, il peut être autorisé par le Ministre de la Défense nationale à achever l'année de formation en cours.

Article 4, § 1er et 2.

Article 5.

§ 1er. Les candidats sous-officiers de carrière sont commissionnés au grade de sergent lorsqu'ils ont réussi les épreuves qui terminent la partie de leur formation que le Ministre de la Défense nationale détermine.

Toutefois, les candidats qui ont réussi ces épreuves, mais dont les qualités morales ne sont pas appréciées favorablement ou dont les aptitudes professionnelles sont encore jugées insuffisantes, ne peuvent accéder au grade de sergent qu'à la fin du cycle de formation, par la nomination dont ils font éventuellement l'objet à ce moment.

§ 2. La commission au grade de sergent est retirée par le Ministre de la Défense nationale :

./.

1° de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme en cas d'inaptitude physique;

2° en cas d'inaptitude morale ou professionnelle, sur rapport motivé des chefs hiérarchiques ou d'une commission désignée par le Ministre de la Défense nationale s'il a été saisi directement des faits;

3° en cas de perte de la qualité de candidat sous-officier de carrière par application de l'article 10 ou de l'article 12, § 5;

4° au militaire dont la démission de candidat sous-officier de carrière est acceptée.

Article 4, § 3.

Article 6.

Pour être nommé sergent dans la catégorie des sous-officiers de carrière, le candidat ne peut avoir dépassé, à la date où prend effet sa nomination, l'âge de 29 ans accomplis, ou de 35 ans accomplis dans les emplois déterminés par le Ministre de la Défense nationale par application de l'article 3.

Section 2.- Dispositions applicables aux candidats formés dans les écoles pour candidats sous-officiers des forces armées.

Article 5.

Article 7.

Le cycle de formation de sous-officier de carrière comporte une formation scolaire et une formation pratique.

La formation scolaire se subdivise en deux phases; chacune de ces phases est d'une durée d'un an environ et se termine par un examen.

./.

La formation pratique est donnée dans une unité des forces armées ou dans une école spécialisée; elle dure environ un an.

Article 6.

Article 8.

§ 1er. Au cours de la première phase de leur formation scolaire, les candidats reçoivent, suivant le programme arrêté par le Ministre de la Défense nationale, un complément de formation générale ou technique ainsi qu'une formation physique et militaire.

L'examen qui termine cette première phase de la formation porte sur les matières enseignées; il comporte, en outre, l'épreuve de connaissance effective de l'une des deux langues nationales, à laquelle la loi concernant l'usage des langues à l'armée subordonne la nomination au grade de sergent dans la catégorie des sous-officiers de carrière.

Le candidat doit avoir réussi cet examen pour pouvoir continuer le cycle de formation.

§ 2. Au cours de la seconde phase de leur formation scolaire, les candidats reçoivent, dans une école spécialisée, la formation professionnelle de sous-officier.

L'examen qui termine cette seconde phase porte sur les matières enseignées pendant celle-ci.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale règle les modalités de l'organisation des examens et fixe les cotes générales et particulières exigées.

./.

Le candidat qui échoue à l'un des examens est autorisé à s'y représenter une fois. Le second échec est définitif.

Sauf cas exceptionnel à apprécier par le Ministre, il n'est pas permis de doubler une année de la formation scolaire.

Article 7. Article 9.

Pendant la période de formation pratique en unité, ou dans une école spécialisée, le candidat est exercé à mettre en pratique les connaissances résultant de sa formation scolaire ou technique, initié à la vie pratique des unités et à l'exercice du commandement.

A la fin de cette période, le Ministre de la Défense nationale décide si le candidat est apte à remplir les fonctions de sous-officier de carrière; cette décision est prise après consultation de ceux qui ont été les supérieurs hiérarchiques du candidat durant cette période.

Article 8. Article 10.

Le candidat qui échoue définitivement aux examens que comporte la formation scolaire ou dont l'aptitude à la fin de sa formation pratique fait l'objet d'une décision défavorable du Ministre de la Défense nationale, perd la qualité de candidat sous-officier de carrière.

Article 9. Article 11.

§ 1er. Les militaires qui remplissent les conditions suivantes peuvent, par dérogation à l'article 3, prendre part au concours en vue d'être admis d'emblée à la seconde phase de la formation scolaire :

./.

1° être âgés, à la date où commence cette phase de formation, de 18 ans accomplis au moins et de 26 ans accomplis au plus;

2° être porteurs du diplôme ou du certificat d'études que la loi du 27 décembre 1961 exige pour la nomination au grade de sergent;

3° avoir réussi l'épreuve de connaissance effective de l'une des deux langues nationales, à laquelle la loi concernant l'usage des langues à l'armée subordonne la nomination au grade de sergent dans la catégorie des sous-officiers de carrière;

4° remplir les conditions d'ancienneté fixées par le Ministre de la Défense nationale;

5° être proposés par leurs chefs hiérarchiques, et agréés par le Ministre de la Défense nationale à la suite d'une épreuve psychotechnique.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale fixe chaque année, par régime linguistique, le nombre de militaires qui peuvent être admis à suivre directement la seconde phase de la formation scolaire donnée aux candidats sous-officiers de carrière.

Section 3.- Dispositions applicables aux candidats formés dans la Division interforces de l'école technique de la force aérienne.

Article 10. Article 12.

§ 1er. Les candidats sous-officiers formés dans la Division interforces de l'école technique de la force aérienne y suivent :

- soit le cycle de l'enseignement technique secondaire supérieur; ce cycle dure trois ans;

./.

- soit le cycle d'études permettant aux porteurs d'un diplôme ou d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur d'acquérir un diplôme ou certificat du niveau secondaire supérieur dans une des spécialités : mécanique, électronique, télémécanique, électromécanique, électricité, instruments et armement; ce cycle dure deux ans;
- soit un cycle d'études permettant aux porteurs d'un diplôme ou certificat d'enseignement secondaire inférieur, d'acquérir un diplôme ou certificat du niveau secondaire inférieur dans une des spécialités : matériel roulant, engins du génie, entretien du matériel du génie, consstructions du génie, armement, explosifs, travail des métaux, forge, tôlerie et travail de la toile; ce cycle dure deux ans;
- soit les cours d'autres sections qui seraient créées pour suivre l'évolution de l'enseignement ou pourvoir aux besoins des forces armées.

§ 2. Outre leur formation technique et spécialisée, les élèves reçoivent un complément de formation générale ainsi que, à partir de l'âge de 16 ans, une formation physique et militaire les préparant aux fonctions qu'ils occuperont au sein des forces armées.

... (la suite, comme à l'article 10, § 2, du projet) ...

§ 3. (Texte de l'article 10, § 3, du projet, à l'exception de son alinéa 2).

§ 4. Le Ministre de la Défense nationale règle les modalités de l'organisation des examens et fixe les cotes générales et particulières exigées.

./.

Le candidat qui échoue à l'un des examens est autorisé à s'y représenter une fois, moyennant l'autorisation du commandant de l'école; le jury d'examens et les professeurs dont le candidat a suivi les cours durant l'année, sont consultés. Le second échec est définitif.

... (la suite comme au texte du projet : les alinéas 3 et 4 du § 4)...

§ 5. Le candidat qui est renvoyé de l'école, qui échoue définitivement aux examens qui terminent la formation générale et la formation physique et militaire, ou à l'épreuve de connaissance d'une des deux langues nationales, ou dont les qualités morales font l'objet, à la fin de sa formation, d'une appréciation défavorable, perd la qualité de candidat sous-officier de carrière.

Le candidat qui, au cours ou à la fin de sa formation, échoue aux examens d'aptitude professionnelle, perd sa qualité de candidat sous-officier de carrière; toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut l'autoriser à terminer sa formation de sous-officier par une autre voie, dans les conditions qu'il détermine dans chaque cas.

Section 4.- Dispositions applicables aux candidats sous-officiers de carrière du personnel navigant de la force aérienne et de la force terrestre et du personnel navigant aérien de la force navale.

Article 11. Article 13.

§ 1er. (article 11, § 1er, du projet, en supprimant les mots "de la force aérienne)".

./.

§ 2. (article 11, § 2, du projet, en supprimant les mots "de la force aérienne").

§ 3. La formation physique et militaire ainsi que chacune des deux parties de la formation professionnelle se terminent par un examen.

L'entraînement en vol ne peut être entamé qu'après réussite des examens qui terminent la formation physique et militaire, ainsi que de l'épreuve de connaissance effective de l'une des deux langues nationales, à laquelle la loi concernant l'usage des langues à l'armée subordonne la nomination au grade de sergent dans la catégorie des sous-officiers de carrière.

Le candidat qui a subi ces examens avec succès reçoit le brevet aéronautique correspondant à la formation qu'il a reçue.

§ 4. Le Ministre de la Défense nationale règle les modalités de l'organisation des examens et fixe les cotes générales et particulières exigées.

Le candidat qui échoue à l'un des examens, peut être autorisé à s'y représenter une fois. Le second échec est définitif.

Sauf cas exceptionnel à apprécier par le Ministre, il n'est pas permis de suivre une deuxième fois une partie du cycle de formation.

§ 5. Le candidat qui échoue défintivement à l'examen qui termine la formation physique et militaire ou à l'épreuve de connaissance d'une des deux langues nationales, ou dont les qualités morales font l'objet, à la

./.

fin de sa formation, d'une appréciation défavorable, perd la qualité de candidat sous-officier de carrière.

Le candidat qui, au cours ou à la fin de sa formation, échoue aux examens professionnels, perd sa qualité de candidat sous-officier de carrière; toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut l'autoriser à terminer sa formation de sous-officier par une autre voie dans les conditions qu'il détermine dans chaque cas.

Chapitre II.- L'avancement.

Article 12.

Article 14.

§ 1er. Les sous-officiers du personnel navigant de la force navale doivent, pour être promus au grade supérieur, justifier de l'accomplissement d'un temps de navigation fixé comme suit :

- pour le grade de maître, douze mois dans le grade de quartier-maître;
- pour le grade de premier maître, douze mois dans le grade de maître;
- pour le grade de premier maître-chef, douze mois dans le grade de premier maître; ce temps de navigation est réduit à six mois pour les sous-officiers mécaniciens de marine titulaires du brevet de mécanicien de marine de première classe délivré par l'administration de la Marine et de la navigation intérieure;
- pour le grade de maître principal, six mois dans le grade de premier maître-chef.

§ 2. Les sous-officiers mécaniciens de marine de la force navale, titulaires du brevet de mécanicien de marine de première classe délivré par l'administration de la Marine et de la navigation intérieure, peuvent être promus

./.

au grade de premier maître-chef lorsqu'ils comptent un an d'ancienneté dans le grade de premier maître.

Article 13. Article 15.

Pour pouvoir prendre part à l'épreuve d accession au grade de premier sergent-major ou au concours de qualification au grade d'adjudant-chef, le sous-officier de carrière doit remplir les conditions suivantes :

1° être revêtu depuis un ans au moins du grade immédiatement inférieur; cette condition ne doit pas être remplie par les sous-officiers mécaniciens de marine de la force navale candidats à ces deux grades, ni par les sous-officiers du personnel navigant de la force aérienne candidats au grade de premier sergent-major;

2° posséder les qualités morales et physiques nécessaires pour exercer les fonctions du grade auquel l'intéressé est candidat; le Ministre de la Défense nationale apprécie ces qualités après avoir pris l'avis des chefs hiérarchiques.

Article 14. Article 16.

... (Texte de l'article 14 du projet) ...

Article 15. Article 17.

§ 1er et § 2. (texte de l'article 15, §§ 1er et 2 du projet).

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale détermine les fonctions essentielles dont il est question au paragraphe 1er.

./.

Il arrête le programme des épreuves, règles les modalités de leur organisation et fixe les cotes générales et particulières exigées.

Article 16. Article 18.

... (Texte de l'article 16 du projet) ...

Chapitre III.- La commission à l'emploi d'un grade supérieur.

Article 17. Article 19.

... (Texte de l'article 17 du projet) ...

Article 18. Article 20.

... (Texte de l'article 18 du projet) ...

Chapitre IV.- L'appellation du grade.

Article 89. Article 21.

... (Texte de l'article 89 du projet) ...

Chapitre V.- Le retrait d'emploi.

Section Ière.- Le retrait temporaire d'emploi.

Article 19. Article 22.

... (Texte de l'article 19 du projet, sous réserve des observations formulées sous cet article)...

Article 20. Article 23.

... (Texte de l'article 20 du projet, sous réserve des observations formulées sous cet article) ...

./.

Section 2.- Le retrait définitif d'emploi.

Article 21. Article 24.

Tout supérieur hiérarchique d'un rang au moins égal à celui de chef de corps qui estime qu'un sous-officier de carrière s'est rendu coupable de faits suffisamment graves pour donner lieu au retrait définitif de son emploi, établit un rapport circonstancié, contenant :

1° un exposé des faits,

2° un avis motivé sur leur gravité,

3° une proposition tendant soit à la mise à la pension d'office de l'intéressé par application de l'article 3, B, a), 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, soit à sa comparution devant un conseil d'enquête en vue de la démission d'office.

Article 22. Article 25.

... (Texte de l'article 22 du projet) ...

Article 23. Article 26.

... (Texte de l'article 23 du projet) ...

Article 24. Article 27.

Le Ministre de la Défense nationale peut substituer aux chefs hiérarchiques, en vue de l'application éventuelle de l'article 24, une commission ... (la suite comme à l'article 24 du projet) ...

Article 25. Article 28.

§ 1er. La commission d'information comprend :

./.

- un officier supérieur, président;
- un capitaine-commandant ou un capitaine;
- un adjudant-chef ou un adjudant, plus ancien que le ou les sous-officiers en cause.

L'adjudant-chef ou l'adjudant peut être remplacé par un officier subalterne lorsque sa désignation aurait pour effet de trop retarder la réunion de la commission.

§ 2. La commission convoque et ... (la suite comme au § 2 de l'article 25 du projet) ...

§ 3. Le rapport de la commission, accompagné du procès-verbal des interrogatoires et dépositions et de ses annexes, est envoyé au Ministre de la Défense nationale.

Si la commission n'estime pas devoir faire une des propositions prévues à l'article 24, elle émet, dans son rapport, les propositions qui lui paraissent convenir. Elle donne, dans tous les cas, connaissance de ses propositions aux sous-officiers en cause, qui les signent pour vu.

Article 26. Article 29.

... (Texte de l'article 26 du projet) ...

Article 27. Article 30.

... (Texte de l'article 27 du projet) ...

Article 28. Article 31.

La mise à la pension par application de l'article 3, B, a), 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires et le renvoi devant le conseil d'enquête peuvent

./.

être décidés sans que le sous-officier ait été, au préalable, l'objet d'une peine disciplinaire pour les mêmes faits.

Section 3.- Le conseil d'enquête.

Article 29.

Article 32.

§ 1er. Tout conseil d'enquête est composé de cinq membres :

- un officier supérieur, président;
- un capitaine-commandant ou un capitaine;
- un lieutenant ou un sous-lieutenant;
- deux sous-officiers de carrière, dont au moins un adjudant-chef ou un adjudant.

Les deux sous-officiers de carrière doivent, sauf dans le cas où leur désignation aurait pour effet de trop retarder la réunion du conseil d'enquête, être d'un grade supérieur à celui du sous-officier qui comparaît, ou, tout au moins, plus ancien dans le même grade.

§ 2. (texte du § 2 de l'article 29 du projet).

Article 30.

Article 33.

... (Texte de l'article 30 du projet).

Article 31.

Article 34.

§ 1er. Lorsque le Ministre de la Défense nationale ordonne la réunion du conseil d'enquête prévu à l'article 33, § 2, il désigne, pour en faire partie, quatre membres effectifs et quatre membres suppléants, sur une liste que lui présente le président du conseil d'enquête intéressé. Cette liste porte les noms de quatre capi-

./.

taines-commandants ou capitaines, de quatre lieutenants ou sous-lieutenants, de quatre adjudants-chefs ou adjudants et de quatre sous-officiers de carrière; les sous-officiers doivent être revêtus d'un grade supérieur à celui du sous-officier ou des sous-officiers en cause ou, tout au moins, plus anciens dans le même grade.

Lorsque le Ministre ordonne la réunion du conseil d'enquête prévu à l'article 33, § 1er, la désignation des membres est faite par le commandant de division, ou grande unité équivalente.

§ 2. (texte de l'article 31, § 2, du projet).

Articles 32, partim, et 33.

Article 35.

§ 1er. Le président du conseil d'enquête notifie le nom des membres du conseil, ainsi que la date et l'endroit auxquels, en principe, la séance aura lieu, aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au sous-officier en cause; les membres effectifs et suppléants doivent, dans les quatre jours à dater de la notification, accuser réception et faire valoir éventuellement leurs empêchements; l'accusé de réception du sous-officier intéressé doit être envoyé dans le même délai.

§ 2. Tout membre du conseil d'enquête peut être récusé pour les causes énumérées à l'article 378 du Code de procédure civile.

Dans un délai de quatre jours à dater de la notification de la composition du conseil d'enquête, le sous-officier intéressé doit faire valoir la cause de récusation auprès du président; si elle est établie, le président décide que le membre du conseil d'enquête récusé doit s'abstenir.

./.

§ 3. Tout membre du conseil d'enquête qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de la déclarer au président qui décide s'il doit s'abstenir.

Article 32, § 2, in fine.

Article 36.

Le sous-officier en cause doit faire connaître au président, dans le délai fixé à l'article 35, § 2, alinéa 2, le nom et l'identité des témoins qu'il désire faire entendre par le conseil.

Article 34.

Article 37.

... (texte de l'article 34 du projet) ...

Article 35.

Article 38.

§ 1er. (texte de l'article 35, § 1er, du projet).

§ 2. Le dossier est mis à la disposition du sous-officier en cause et de son défenseur, au moins huit jours avant la réunion du conseil, aux heure et endroit fixés par le président.

Si, au vu du dossier, le sous-officier estime nécessaire de produire de nouveaux témoins, il en fait part, sans délai, au président du conseil d'enquête.

Article 36.

Article 39.

... (Texte de l'article 36 du projet) ...

Article 37.

Article 40.

... (Texte de l'article 37 du projet, à l'exception de la première phrase de l'alinéa 3 du § 1er) ...

./.

Article 38. Article 41.

... (Texte de l'article 38 du projet) ...

Article 39. Article 42.

... (Texte de l'article 39 du projet) ...

Article 40. Article 43.

Le dossier complet de l'affaire, auquel est joint un inventaire des pièces, est envoyé sans délai au Ministre de la Défense nationale.

Le président du conseil d'enquête notifie au sous-officier en cause la décision rendue concernant l'existence des faits et, si ceux-ci sont établis, les avis motivés relatifs au caractère de gravité de ces faits et à leur caractère d'incompatibilité avec l'état de sous-officier, ainsi que le procès-verbal de la séance au cours de laquelle le conseil d'enquête s'est prononcé.

Article 41. Article 44.

§ 1er. Lorsque le conseil d'enquête a déclaré les faits établis, le Ministre de la Défense nationale Nous soumet un projet d'arrêté motivé prononçant la mise à la pension par application de l'article 3, B, a), 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, ou prononce la démission d'office de l'emploi ou la mise en non-activité par mesure disciplinaire, le tout selon la gravité qu'il attribue aux faits.

Toutefois, si le Ministre estime que la gravité des faits ne justifie pas une de ces mesures, il renvoie le dossier à l'autorité compétente pour infliger une autre mesure disciplinaire ou une punition.

./.

§ 2. La démission d'office ne peut être prononcée avant l'expiration d'un délai de quinze jours à dater de la notification prévue à l'article 43.

Section 4.- Le retrait du grade.

Article 42. Article 45.

... (Texte de l'article 42 du projet) ...

Chapitre VI.- Les transferts.

Article 57. Article 46.

... (Texte de l'article 57 du projet)...

Article 58. Article 47.

... (Texte de l'article 58 du projet) ...

Article 59. Article 48.

Pour pouvoir être admis dans un groupe d'emplois où aucun emploi de sergent n'est prévu, le candidat doit être sous-officier de carrière et avoir subi avec succès l'épreuve imposée dans ce groupe d'emplois pour l'accession au grade de premier sergent-major.

Chapitre VII.- Le sous-officier séparé de l'armée.

Article 60. Article 49.

... (texte de l'article 60 du projet) ...

./.

Article 61. Article 50.

Sans préjudice de l'action judiciaire éventuelle, le Ministre de la Défense nationale peut saisir une commission d'information, composée comme il est prévu à l'article 28, chargée de recueillir toutes déclarations et toutes attestations permettant de déterminer les circonstances qui sont à l'origine de l'absence.

Article 62. Article 51.

... (Texte de l'article 62 du projet) ...

Article 63. Article 52.

Après examen du dossier complet constitué comme il est dit aux articles qui précèdent, le Ministre de la Défense nationale défère, s'il y a lieu, le sous-officier au conseil d'enquête prévu au chapitre V, section 3, du présent titre.

La section 3 de ce chapitre est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

Article 64. Article 53. (texte de l'article 64 du projet sous les deux réserves suivantes :

In fine du § 1er supprimer les mots "ou de son ancienneté s'il s'agit d'un sous-officier temporaire".

In fine du 4° du § 2 omettre les mots "ou s'il s'agit d'un sous-officier temporaire : faut-il décompter la période d'absence de l'ancienneté de l'intéressé en tout ou en partie ? ").

./.

Article 65. Article 54.

Le président du conseil d'enquête notifie au sous-officier en cause, outre la décision et les avis dont il est question à l'article 43, l'avis motivé du conseil sur la conversion éventuelle de tout ou partie de la période d'absence en non-activité.

Article 66. Article 55.

Lorsque le conseil d'enquête a déclaré les faits établis, l'article 44 est applicable; en outre, le Ministre de la Défense nationale prend les mesures qu'il estime convenables concernant la fixation de la position du sous-officier en cause durant son absence.

Chapitre VIII.- Les conseils d'honneur.

Article 67. Article 56.

... (Texte de l'article 67 du projet) ...

Article 68, alinéa 1er. Article 57.

Il est institué un conseil d'honneur à l'échelon bataillon ou équivalent, et à l'échelon grande unité.

Article 69. Article 58.

Le conseil d'honneur comprend :

- un adjudant-chef, président ou, à son défaut, un adjudant;
- un adjudant;
- un premier sergent-major;
- un premier sergent;
- un sergent,

./.

Article 68, alinéa 2.

désignés par le commandant de l'unité intéressée, parmi les sous-officiers de carrière et de complément.

Article 70

Article 59.

... (Texte de l'article 70 du projet) ...

Article 71.

Article 60.

Le conseil d'honneur siège au nombre de trois membres, dont le moins ancien doit être du grade immédiatement supérieur à celui du sous-officier en cause, ou plus ancien dans le même grade.

Par dérogation à l'article 58, lorsqu'un sous-officier auxiliaire de la force aérienne ou un sous-officier de réserve est mis en cause, un sous-officier de ces cadres doit être désigné pour siéger.

Article 72.

Article 61.

... (Texte de l'article 72 du projet) ...

Article 73.

Article 62.

Le Ministre de la Défense nationale compose le conseil d'honneur, en tenant compte des règles fixées par l'article 60 :

1° ... (la suite du texte de l'article 73 du projet)...

Article 74.

Article 63.

... (Texte de l'article 74 du projet) ...

Article 75.

Article 64.

Tout sous-officier peut, de la manière indiquée à l'article 63, demander la convocation du conseil d'honneur, à l'effet de lui soumettre un différend ou de se

./.

disculper de soupçons calomnieux dont il ne pourrait faire justice par un autre moyen.

Article 76. Article 65.

... (Texte de l'article 76 du projet) ...

Article 77. Article 66.

... (Texte de l'article 77 du projet) ...

Article 78. Article 67.

... (Texte de l'article 78 du projet) ...

Article 79. Article 68.

... (Texte de l'article 79 du projet) ...

Article 80. Article 69.

... (Texte de l'article 80 du projet) ...

Chapitre IX.- Les congés.

Article 81. Article 70.

... (Texte de l'article 81 du projet, en omettant à l'alinéa 1er les mots "des diverses catégories du cadre actif") ...

Article 82. Article 71.

Les congés de vacances sont réduits à raison de deux jours et demi par mois d'absence ne comptant pas entièrement comme service actif, ou par mois de non-activité par mesure disciplinaire; la fraction de jour à déduire est négligée.

./.

Article 83. Article 72.

Les sous-officiers élèves dans les établissements d'instruction, militaires ou civils, belges ou étrangers, sont soumis au régime de vacances propre à l'établissement qu'ils fréquentent.

La période de l'année au cours de laquelle ils ne sont pas attachés à l'école donne lieu à l'attribution d'un nombre de jours de congé proportionnel à la durée des services prestés en dehors de l'école.

En aucun cas, si ce n'est lorsqu'il est fait application de l'article 71, le nombre total de jours de congé pour l'année, ne peut être inférieur au nombre de jours prévus à l'article 70.

Article 84. Article 73.

Les sous-officiers en service dans les pays étrangers non limitrophes du territoire national peuvent être autorisés à grouper, jusqu'à concurrence de la moitié, les jours de congé de vacances auxquels ils auraient pu prétendre, pour en jouir à la rentrée en Belgique.

Pour l'application du présent article, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que la République d'Irlande sont considérés comme pays limitrophes du territoire national.

Article 85. Article 74.

... (Texte de l'article 85 du projet, en omettant les mots "des diverses catégories du cadre actif") ...

./.

Article 86. Article 75.

... (Texte de l'article 86 du projet, en omettant les mots "de carrière ou de complément") ...

Article 87. Article 76.

... (Texte de l'article 87 du projet) ...

Article 88. Article 77.

... (Texte de l'article 88 du projet) ...

Chapitre X.- Les musiciens de carrière.

Article 43. Article 78.

Pour être nommé musicien de troisième classe, le musicien de quatrième classe doit satisfaire à des épreuves d'exécution musicale dont le programme est fixé par le Ministre de la Défense nationale.

Pour pouvoir présenter ces épreuves, le musicien doit avoir au moins un an d'ancienneté dans la quatrième classe; les épreuves peuvent être présentées deux fois.

Article 44, alinéa 1er. Article 79.

... (Texte de l'article 44, alinéa 1er, du projet)...

Article 45. Article 80.

Pour être nommé musicien de première classe, le musicien de deuxième classe doit satisfaire à des épreuves d'exécution musicale dont le programme est fixé par le Ministre de la Défense nationale.

./.

Pour pouvoir présenter ces épreuves, le musicien doit compter au moins deux ans d'ancienneté dans la deuxième classe et sa manière de servir doit être jugée satisfaisante.

Les épreuves peuvent être présentées deux fois, à au moins un an d'intervalle.

Article 46, alinéa ler.

Article 81.

... (Texte de l'article 46, alinéa ler, du projet)...

Article 47.

Article 82.

L'accession à la classe de sous-chef de musique principal a lieu à la suite d'un concours portant sur des épreuves de caractère militaire et sur des épreuves d'exécution musicale; le programme de ces épreuves est fixé par le Ministre de la Défense nationale.

Peut participer à ce concours, tout musicien de carrière en activité de service dont la manière de servir est jugée satisfaisante, qui n'a pas atteint l'âge de 45 ans et qui compte au moins deux années d'ancienneté de musicien de carrière.

Articles 44, alinéas 2 et 3, et impl. 45-47.

Article 83.

La manière de servir est appréciée par le Ministre de la Défense nationale, après avis motivé des chefs hiérarchiques.

Aucun avis défavorable ne peut être transmis au Ministre de la Défense nationale sans que le musicien de carrière ait pu faire valoir ses justifications.

./.

Article 48. Article 84.

... (Texte de l'article 48 du projet) ...

Article 49. Article 85.

... (Texte de l'article 49 du projet) ...

Observation. Article 86.

Seuls les chapitres V, VII, VIII et IX du présent Titre sont applicables aux musiciens de carrière.

TITRE II.- DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-OFFICIERS TEMPORAIRES.

Article 50. Article 87.

(Sous réserve de l'observation relative à l'application des lois sur la milice, texte de l'article 50 du projet).

Article 51. Article 88.

(Sous réserve de l'observation relative à l'application des lois sur la milice, texte de l'article 51 du projet).

Article 52. Article 89.

... (Texte de l'article 52 du projet) ...

Article 53. Article 90.

§ 1er. Les candidats sous-officiers temporaires sont commissionnés au grade de sergent, pour autant qu'ils soient favorablement notés, après quinze mois de service accompli en cette qualité. Ils ne peuvent être nommés

./.

à ce grade avant les candidats sous-officiers de carrière qui ont été recrutés la même année qu'eux.

§ 2. La commission au grade de sergent est retirée par le Ministre de la Défense nationale :

1° de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme, en cas d'inaptitude physique;

2° en cas d'inaptitude morale ou professionnelle, sur rapport motivé des chefs hiérarchiques ou d'une commission désignée par le Ministre de la Défense nationale, s'il a été saisi directement des faits;

3° en cas d'échec définitif aux épreuves que la formation comporte;

4° lorsque l'engagement de l'intéressé est résilié à sa demande ou d'office.

Article 54. Article 91.

Pour être nommé sergent dans la catégorie des sous-officiers temporaires, le candidat qui a terminé avec succès son cycle de formation doit réunir les conditions suivantes :

1° ne pas avoir dépassé, à la date où prend effet sa nomination, l'âge de 29 ans accomplis, ou de 35 ans accomplis dans les emplois déterminés par le Ministre de la Défense nationale;

2° avoir satisfait à l'épreuve de connaissance effective de l'une des deux langues nationales, à laquelle la loi concernant l'usage des langues à l'armée subordonne la nomination au grade de sergent dans la catégorie des sous-officiers temporaires.

./.

Article 55. Article 92.

§ 1er. Les épreuves professionnelles complémentaires imposées au sous-officier temporaire en vue de son admission dans la catégorie des sous-officiers de complément ont pour but d'établir que le candidat est capable :

- soit d'exercer les fonctions d'instructeur à l'échelon de la section et/ou d'exécutant dans le cadre du peloton ou unité équivalente;
- soit d'exercer les fonctions d'administration ou de logistique à l'échelon unité;
- soit, dans les groupes d'emplois à caractère technique, d'exercer des fonctions requérant les mêmes aptitudes pratiques que celles des sous-officiers de carrière du même grade.

§ 2. Pour pouvoir se présenter à ces épreuves, le sous-officier temporaire doit avoir accompli en cette qualité trois ans au moins de service actif, être favorablement noté par ses chefs, et être agréé par le Ministre de la Défense nationale.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale arrête le programme de ces épreuves; il règle les modalités de leur organisation et fixe les cotes générales et particulières exigées.

Article 56. Article 93.

(Sous réserve de l'observation émise sous l'article 56, texte de l'article 56 du projet).

./.

Chapitre III.

Article 94.

Sont applicables aux sous-officiers temporaires :

1° le Chapitre IV du Titre ler;

2° le Chapitre VI du Titre ler, à l'exception de l'article 48;

3° le Chapitre VII du Titre ler, sous les réserves suivantes :

a) pour l'application de l'article 53, § 2, la quatrième question à laquelle doivent répondre les membres du conseil d'enquête est libellée comme suit :

"4° faut-il décompter la période d'absence, de l'ancienneté de l'intéressé en tout ou en partie ?";

b) pour l'application des articles 53, § ler, et 54, l'avis du conseil d'enquête doit porter sur les conséquences qu'il y aurait lieu d'attacher aux faits reprochés sur l'ancienneté du sous-officier temporaire;

c) pour l'application de l'article 55, le Ministre de la Défense nationale prend les mesures qu'il estime convenables concernant l'ancienneté du sous-officier temporaire;

4° le chapitre VIII du Titre ler;

5° le chapitre IX du Titre ler, à l'exception de l'article 75.

./.

TITRE III.- DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-OFFICIERS DE COMPLEMENT.

Article 90 et Chapitre III.

Article 95.

Sont applicables aux sous-officiers de complément : les Chapitres IV, V, VI, VII, VIII et IX du Titre ler.

TITRE IV.- DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES.

A.R. 7.4.59, observ, art. ler et 10.

Article 96.

§ ler. L'article 2 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 portant création de l'école technique secondaire supérieure à l'Ecole technique de la force aérienne est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2.

Les élèves de cette école reçoivent une formation scientifique et technique spécialisée, ainsi qu'un complément de formation générale.

Ils reçoivent, en outre, à partir de l'âge de 16 ans, une formation physique et militaire les préparant aux fonctions qu'ils occuperont au sein des forces armées".

§ 2. L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 19.

Pour pouvoir être admis au concours, les candidats doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° être âgés de 15 ans au moins le 31 décembre de l'année de la présentation et ne pas avoir dépassé, à cette date, l'âge de 22 ans; l'âge maximum est porté à 25 ans pour les engagés et pour les rengagés;

./.

2° s'ils sont militaires, être favorablement notés par leurs chefs;

3° être célibataires, veufs ou divorcés sans enfant, sauf en ce qui concerne les candidats qui possèdent déjà la qualité de militaire;

4° pour les candidats âgés de 16 ans au moins à la date de l'admission, répondre aux autres conditions fixées pour être admis à contracter un engagement volontaire ou un rengagement et satisfaire à un examen médical et à une épreuve psychotechnique; pour les candidats âgés de moins de 16 ans à la date d'admission, répondre à ces mêmes conditions, sauf en ce qui concerne les qualités physiques, ces candidats devant toutefois prouver qu'ils ont des moyens physiques suffisants pour acquérir ces qualités en temps voulu".

A.R. 5 octobre 1959 - observation in fine avis.

Article 97.

L'article 2, 3°, de l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme est remplacé par la disposition suivante :

" 3° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des militaires commissionnés au grade de sergent, au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, préalablement au retrait de leur commission;" .

Article 99.

Article 98.

... (Texte de l'article 99 du projet sous les deux réserves suivantes :

" 2° l'arrêté royal du 30 septembre 1935 d'exécution de l'article 15 de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers de carrière et fixant la répartition de ceux-ci, pour l'avan-

cement, en trois groupements, modifié par l'arrêté royal du 7 août 1961;

7° l'arrêté royal du 14 mars 1952 relatif à l'exécution de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1961;".

Article 91. Article 99.

... (Texte de l'article 91 du projet) ...

Article 92. Article 100.

§ 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 101, les sous-officiers qui, à l'entrée en vigueur de la loi du 27 décembre 1961, n'auront pas encore été admis dans l'un des corps de sous-officiers de carrière prévus par la législation antérieure, seront admis dans la catégorie des sous-officiers temporaires.

Ils seront autorisés à signer un rengagement pour un terme de un, deux, trois, quatre ou cinq ans, à leur choix, sans toutefois que la durée de leurs services comme sous-officier temporaire puisse excéder cinq ans.

§ 2. Les sous-officiers dont il est question au § 1er, ainsi que les candidats sous-officiers dont il est question à l'article 99, pourront être admis dans la catégorie des sous-officiers de carrière dès qu'ils rempliront l'une des conditions suivantes :

... (la suite comme à l'article 92, § 2, du projet)...

./.

§ 3. L'admission des sous-officiers dont il est question au § 2, dans la catégorie des sous-officiers de carrière, est prononcée à leur demande, après consultation de leurs supérieurs hiérarchiques, par le Ministre de la Défense nationale; celui-ci peut refuser cette admission s'il estime que le sous-officier ne réunit pas les qualités morales nécessaires.

Article 93. Article 101.

Les sous-officiers bénéficiaires de l'article 78 de la loi du 27 décembre 1961 sont avertis, dès l'entrée en vigueur de cette loi, qu'ils sont admis dans la catégorie des sous-officiers de carrière ou dans celle des sous-officiers de complément, selon la distinction que comporte cet article 78.

Il leur est loisible de renoncer au bénéfice de cette admission dans les deux mois de l'avertissement prévu à l'alinéa 1er; dans ce cas, ils sont rendus à la vie civile à la fin du rengagement en cours.

Il en est de même des clairons et des trompettes revêtus du grade de sergent ou de premier sergent.

Article 94. Article 102.

... (Texte de l'article 94 du projet) ...

Article 95. Article 103.

La candidature au grade supérieur des sous-officiers de carrière retardés ou dépassés pour l'avancement avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 décembre 1961, fera l'objet des réexamens prévus par l'article 35, § 2, de cette loi :

./.

1° si elle n'a jamais été réexaminée, elle fera, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la loi, l'objet du premier réexamen prévu par l'article 35, § 2, de celle-ci;

2° si elle a déjà été réexaminée, elle fera, dans le courant de la cinquième année du premier examen, l'objet du dernier réexamen prévu par cet article 35, § 2; si la cinquième année est écoulée, la candidature fera l'objet de ce dernier réexamen, dans les six mois d'entrée en vigueur de la loi.

Article 96. Article 104.

Sont dispensés de l'épreuve prévue par l'article 38 de la loi du 27 décembre 1961 pour l'accession au grade de premier sergent-major :

1° les sous-officiers qui, sous l'empire de la loi du 27 juillet 1934 ou de la loi du 9 juillet 1951, ont subi avec succès les épreuves du brevet de sous-officier instructeur ou les épreuves professionnelles auxquelles chacune de ces lois subordonnait l'admission dans le corps des sous-officiers de carrière;

2° les sous-officiers qui, sous l'empire de l'arrêté royal du 20 août 1952 portant le statut des spécialistes militaires, ont subi avec succès les épreuves professionnelles et militaires du brevet classe II ainsi que les épreuves militaires de candidat sous-officier d'élite spécialiste;

3° à la force aérienne, les sous-officiers de carrière et les sous-officiers auxiliaires qui ont obtenu la qualification supérieure attachée à un brevet aéronautique; ceux d'entre eux qui, à l'entrée en vigueur de la loi du 27 décembre 1961, sont revêtus du grade de premier sergent accèdent au grade de premier sergent-major sur base de leur ancienneté comme sergents.

./.

Article 97. Article 105.

Pendant dix ans à dater de l'entrée en vigueur de la loi du 27 décembre 1961, le Ministre de la Défense nationale peut décider que les concours de qualification au grade d'adjudant-chef portera, dans certains groupes d'emplois, sur des matières différentes d'après les emplois et correspondant aux formations différentes reçues par les sous-officiers qui font partie de ces groupes d'emplois.

La décision du Ministre doit être motivée par le caractère peu homogène des divers emplois faisant partie de chacun des groupes d'emplois en question.

Article 98. Article 106.

... (Sous réserve des observations émises sous l'article 98 du projet, texte de cet article 98) ...

Nouveau. Article 107.

Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que la loi du 27 décembre 1961.

Article 100. Article 108.

Notre Ministre de la Défense nationale et Notre Ministre de l'Education nationale et de la Culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre de l'Education nationale et de la Culture,

Het ontwerp strekt tot uitvoering van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht.

\+

\+ +

Algemene opmerking over de structuur van het ontwerp.

De wet van 27 december 1961, die in afzonderlijke titels onderscheidenlijk het statuut van de beroepsonderofficieren, dat van de tijdelijke onderofficieren en dat van de toegevoegde onderofficieren vaststelt, geeft zelf de structuur aan, welke het ontwerp normaal zou moeten volgen.

In een eerste titel zouden alle bepalingen betreffende de beroepsonderofficieren moeten worden gegroepeerd, met name die van de hoofdstukken I en III van het ontwerp, behalve artikel 90.

Titel II zou de bepalingen betreffende de tijdelijke onderofficieren moeten bevatten : die van hoofdstuk II van het ontwerp met daarbij een artikel dat verwijst naar de bepalingen betreffende de beroepsonderofficieren, welke het ontwerp toepasselijk verklaart op de tijdelijke onderofficieren.

Titel III zou bestaan uit artikel 90 van het ontwerp, hetwelk zou moeten worden aangevuld ten einde niet alleen de afdeling van hoofdstuk I betreffende de ambtsontheffing maar ook de bepalingen van hoofdstuk III, afdelingen 1 tot 4, toepasselijk te verklaren op de toegevoegde onderofficieren.

In titel IV zouden, zoals in het ontwerp, de overgangs- en slotbepalingen staan.

In de hierna voorgestelde tekst is de stof op die wijze ingedeeld.

\+

\+ \+

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt de voorwaarden die moeten worden vervuld door de kandidaten die wensen deel te nemen aan het vergelijkend toelatingsexamen voor kandidaat-beroepsonderofficieren.

Artikel 1, § 1, 1°, tweede lid, stelt een bijzondere voorwaarde betreffende de leeftijd van de kandidaten die de cyclus hoger middelbaar onderwijs van de Intermachten-afdeling van de technische school der luchtmacht moeten volgen.

Naar aan de Raad van State is verklaard, en zoals uit artikel 10 van het ontwerp blijkt, omvat de Intermachten-afdeling van de technische school der lucht macht een hogere secundaire technische school (A 2), een aanvullende studiecyclus A 2 en een aanvullende studiecyclus A 3.

De hogere secundaire technische school is opgericht en georganiseerd bij het koninklijk besluit van 7 april 1959; volgens inlichtingen verstrekt door de Minister van Landsverdediging, zullen ook beide overige cyclussen weldra bij koninklijk besluit worden geregeld.

./.

De voorwaarden welke de kandidaten moeten vervullen om deel te nemen aan het vergelijkend examen voor toelating tot de opleidingscyclus die in de technische school van de luchtmacht zal worden gegeven, moeten derhalve dezelfde zijn als die welke zullen worden vastgesteld om te mogen deelnemen aan beide overige opleidingscyclussen.

Aangezien de Regering er de voorkeur aan geeft, die voorwaarden in het ontwerp op te nemen in plaats van te verwijzen naar de in het koninklijk besluit van 7 april 1959 bepaalde voorwaarden, moeten verscheidene wijzigingen worden aangebracht in artikel 1 van het ontwerp en in het koninklijk besluit van 7 april 1959 ten einde die bepalingen in overeenstemming te brengen.

In de door de Raad van State voorgestelde teksten is met die opmerking rekening gehouden.

\+ +

Ter wille van het ontwerp moet het koninklijk besluit van 7 april 1959 worden gewijzigd; daarom verwijze men in de aanhef naar de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 30 april 1957, alsook naar het advies van de in artikel 15 van diezelfde wetten bedoelde bestuurscommissie. Om dezelfde reden zou het ontwerp ook moeten worden voorgedragen en medeondertekend door de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur.

\+ +

Artikel 1, § 2, bepaalt :

./.

"In afwijking van § 1 worden de leeftijdsvoorwaarden voor de opneming in het leerling-varend personeel der luchtmacht door de Minister van Landsverdediging bepaalt".

Die leeftijdsvoorwaarden zijn thans in het ministerieel besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen vastgesteld niet alleen voor de kandidaten voor het leerling-varend personeel der luchtmacht, maar ook voor het leerling-varend personeel van de overige krijgsmachtdelen. Artikel 1, § 2, moet derhalve zo worden gewijzigd dat de Minister bevoegd wordt ten aanzien van het leerling-varend personeel der andere krijgsmachtdelen dan de luchtmacht.

Artikel 2.

Volgens artikel 2 van het ontwerp omvat het vergelijkend toelatingsexamen onder meer een geneeskundig onderzoek en een psycho-technische proef.

Dat onderzoek en die proef lijken geen onderdelen van een vergelijkend examen te kunnen zijn; het zouden veeleer voorwaarden moeten zijn om aan het vergelijkend toelatingsexamen te mogen deelnemen.

Volgens het ontwerp is het overigens ook zo. Artikel 1 bepaalt immers dat de kandidaat, om te mogen deelnemen aan het vergelijkend examen, de voorwaarden moet vervullen die vereist zijn om een vijwillige dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis te kunnen aangaan. Tot die voorwaarden behoort een geneeskundig onderzoek en een psycho-technische proef (koninklijk besluit van 3 september 1952 betreffende de vrijwil-

lige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd, artikelen 1, 3 en 4).

Er is derhalve geen aanleiding om dat geneeskundig onderzoek en die psycho-technische proef te handhaven in de stof van het vergelijkend toelatingsexamen.

Zij zouden moeten worden voorgeschreven in artikel 1, § 1, 2°, van het ontwerp (artikel 3 van de voorgestelde tekst) indien men de voorwaarden inzake dienstneming of wederdienstneming wil uitbreiden.

+

Moet de kandidaat, krachtens artikel 1, voldoen aan de voorwaarden om een vrijwillige dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis te kunnen aangaan, geen enkele bepaling zegt op welk tijdstip die dienstverbintenis of die nieuwe dienstverbintenis moet worden ondertekend. Dit zou moeten staan in een bepaling, onmiddellijk na artikel 3. De Raad van State stelt een tekst voor, die beantwoordt aan de hun medegedeelde bedoeling van de Regering.

+ +

Artikel 4.

Bij artikel 4, § 2, zijn enkele opmerkingen te maken.

De aanstelling in de graad van sergeant kan worden ontnomen :

"1° op advies van de militaire commissie inzake geschiktheid en reform, ingeval van lichamelijke ongeschiktheid".

Ter wille van de overeenstemming der teksten zou die bepaling een wijziging noodzakelijk maken in de reglementering betreffende de militaire commissie inzake geschiktheid en reform. Over die wijziging is aan het slot van het advies een opmerking gemaakt.

+

De aanstelling in de graad van sergeant kan ook worden ingetrokken :

"2° ingevolge een met redenen omkleed verslag van de hiërarchische meerderen, of van een door de Minister van Landsverdediging aangestelde commissie, wegens beroepsonbekwaamheid of morele ongeschiktheid".

Volgens de bedoeling van de Regering zal de Minister die commissie slechts instellen in geval de feiten rechtstreeks bij hem aanhangig worden gemaakt. De tekst van 2° moet in die zin worden aangevuld.

+

§ 2 eindigt als volgt :

"Zij kan bovendien door de Minister van Landsverdediging worden ingetrokken op aanvraag van de belanghebbende".

Ter wille van de overeenstemming met de overeenkomstige bepalingen betreffende officieren, stelle men deze bepaling in de vorm van 4° :

"4° aan de kandidaat wiens ontslag wordt aanvaard".

(Zie koninklijk besluit van 15 april 1840 houdende reglement van de Militaire School, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 1959, artikel 147 -

./.

koninklijk besluit van 4 december 1962 betreffende de inrichting van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst, alsmede de aanwerving en de opleiding van de kandidaat-officieren-geneesheren, apothekers en tandartsen, artikel 31.)

+

Artikel 4, § 3, heeft geen betrekking op de aanstelling in de graad van sergeant, maar wel op de benoeming in die graad. Het moet als een afzonderlijk artikel worden gesteld.

+ +

Artikel 6.

Artikel 6, § 2, bepaalt dat het examen dat de tweede fase van de schoolopleiding besluit "geldt als examen van sergeant voor de beroepsonderofficier".

Een zodanige bepaling heeft geen nut. Artikel 8 van de wet van 27 december 1961 bepaalt dat de kandidaat, om tot sergeant te worden benoemd, onder meer "met goed gevolg de opleidingscyclus moet gevolgd hebben en moet geslaagd zijn bij de examens voorgeschreven voor de kandidaat-beroepsonderofficieren". Dus moet het examen van sergeant alle examengedeelten omvatten en niet alleen het examen dat de tweede fase van de schoolopleiding besluit.

Een soortgelijke bepaling moest voor de kandidaat-officieren worden vastgesteld wegens bepalingen van de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger (bijvoorbeeld koninklijk besluit van 4 december 1962, hiervorenvermeld, artikel 21). Dit is niet het geval met

Artikel 7.

Artikel 7, tweede lid, bepaalt dat op het einde van de praktische opleiding in een eenheid of in een gespecialiseerde school, "een beoordeling wordt uitgebracht over de geschiktheid van de kandidaat om de functies van beroepsonderofficier uit te oefenen".

Is die beoordeling niet gunstig, dan verliest de betrokkene, volgens artikel 8 van het ontwerp, de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier. Het is dus nodig in de tekst nader te bepalen dat de Regering de beslissing over de geschiktheid van de kandidaat door de Minister wil doen nemen na raadpleging van de hiërarchische meerderen van de betrokkene gedurende die periode.

Artikel 9.

Dit artikel geeft geen uiting aan de bedoeling van de Regering, die de daarin bedoelde speciale aanwerving bij wege van vergelijkend examen wil doen plaats hebben.

Het begin van § 1 van het artikel moet in dat opzicht worden gewijzigd.

Artikel 10.

Artikel 10, § 1, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"De door de Intermachten-afdeling van de Technische school der luchtmacht te vormen kandidaat-beroepsonderofficieren volgen in deze afdeling hetzij de cyclus van het hoger secundair technisch onderwijs (A 2), hetzij de vervolmakingscyclus (aanvullend A2), of de bijzondere cyclus (aanvullend A 3)".

Sedert de inwerkingtreding van de wet van 29 juli 1953, worden de diploma's en getuigschriften van technisch onderwijs in verordeningsteksten niet meer aangeduid met de tot dan toe gebruikte tekens A 2, A 3, enz.

Het ontwerp zou dus moeten worden gewijzigd door een bepaling tot vaststelling van het peil van het te volgen onderwijs. In de door de Raad van State voorgestelde tekst is met de bedoeling van de Regering rekening gehouden.

Artikel 10, § 2, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"Buiten hun technische en gespecialiseerde opleiding ontvangen de leerlingen een algemene vorming alsmede een lichamelijke en militaire vorming, met het oog op de functies waarmede zij in de krijgsmachtdelen zullen worden belast".

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 houdende oprichting van de hogere secundaire technische school bij de technische school van de luchtmacht bepaalt :

"Artikel 2. De leerlingen van deze school ontvangen een gespecialiseerde wetenschappelijke en technische vorming. Vanaf de ouderdom van 16 jaar ontvangen zij daarbij een militaire vorming welke hen in dit domein voorbereidt tot de functies welke ze zullen vervullen in de schoot der Krijgsmacht".

Beide bepalingen dienen in overeenstemming te worden gebracht. In de door de Raad van State voorgestelde tekst is met die opmerking rekening gehouden.

./.

Om dezelfde redenen als aangehaald in de opmerking bij artikel 6, is het tweede lid van § 3 van artikel 10 overbodig en kan het vervallen.

\+

\+ +

Artikel 10, § 4, tweede lid, bepaalt :

"De kandidaat die voor één dezer examens niet slaagt mag er zich éénmaal opnieuw voor aanmelden, mits machtiging van de commandant van de school. De examencommissie en de raad van de professoren worden geraadpleegd. De tweede mislukking is definitief".

Waar het ontwerp spreekt van de "raad van de professoren", schijnt het niet te doelen op de vergadering van alle professoren in de Intermachten-afdeling van de technische school der luchtmacht, maar alleen op de vergadering van de professoren wier cursussen de kandidaat heeft gevolgd.

Bedoelt de Regering het zo, dan zou deze bepaling moeten worden verduidelijkt. De Raad van State stelt een tekst voor die daarmede rekening houdt.

\+ +

Artikel 22 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 handelt over de wegzending uit de hogere secundaire technische school. Met die mogelijkheid zou ook artikel 10, § 5, eerste lid, rekening moeten houden. Ook zouden daarin de gevolgen moeten worden opgegeven van de mislukking voor het examen dat de in artikel 10, § 2, bedoelde "algemene vorming" besluit.

Artikel 10, § 5, tweede lid, van het ontwerp bepaalt :

"De toestand van de kandidaat die in de loop of op het einde van zijn opleiding, niet slaagt voor de examens van beroepsgeschiktheid, wordt geregeld door de Minister van Landsverdediging".

Aangezien de Regering bedoelt dat die kandidaat de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier verliest, maar dat de Minister hem kan machtigen zijn opleiding tot onderofficier anders te voltooien, zou artikel 10, § 5, tweede lid, moeten worden gewijzigd opdat die bedoeling tot uiting komt.

Artikel 11.

Volgens de bedoelingen van de Regering, zoals die aan de Raad van State zijn medegedeeld, vindt artikel 11 van het ontwerp toepassing op de kandidaat-beroepsonderofficieren van het varend personeel van de luchtmacht en van de landmacht en van het luchtvarend personeel van de zeemacht. Het opschrift van hoofdstuk IV en de tekst van artikel 11 zouden dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

Artikel 11, § 3, tweede lid, bepaalt dat "het geheel van deze examens geldt als examen van sergeant voor de kandidaat-beroepsonderofficier van het varend personeel van de luchtmacht". Om de redenen die zijn opgegeven bij de bespreking van artikel 6, kan die bepaling als overbodig vervallen.

+

Artikel 11, § 5, tweede lid, bepaalt dat "de toe-

oploopt voor het examen dat een van de delen van de vakopleiding besluit, wordt geregeld door de Minister van Landsverdediging".

Om de redenen die zijn opgegeven bij de opmerking over artikel 10, § 5, moet het ontwerp worden gewijzigd ten einde de bedoeling van de Regering weer te geven.

\+ +

Artikel 12.

Artikel 12, § 3, van het ontwerp bepaalt :

"Onverminderd de bepalingen van artikel 36 van de wet van 27 december 1961, kunnen de onderofficieren-scheepswerktuigkundigen die houder zijn van het brevet van scheepswerktuigkundige eerste klasse, afgeleverd door het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart, de graden van meester en van eerste meester verwerven binnen kortere termijnen dan deze die aan de andere onderofficieren zijn opgelegd".

Artikel 36 van de wet van 27 december 1961 bepaalt dat de kandidaat die tot een hogere graad wil worden benoemd, twee jaar anciënniteit in zijn graad moet tellen. Artikel 34 van dezelfde wet bepaalt dat de bevordering plaats heeft in elke ambtengroep.

Worden geen hogere anciënniteitsminima voorgeschreven dan bepaald in artikel 36 van de wet, dan is het niet geheel duidelijk wat § 3 van artikel 12 bedoelt.

Strekt zij ertoe aan sommige onderofficieren van de zeemacht een anciënniteitsbonificatie te verlenen wegens het brevet waarvan zij houder zijn, dan moet die bepaling in de wet en niet in een uitvoeringsbesluit staan.

Zij dient derhalve te vervallen.

\+ +

Artikelen 17 en 18.

Deze artikelen zijn vastgesteld ter uitvoering van artikel 13 van de wet van 27 december 1961 dat betrekking heeft op de aanstelling in "het ambt van een hogere graad".

Die artikelen zouden niet in de afdeling betreffende de bevordering van de onderofficieren, maar in een afzonderlijke afdeling, moeten staan.

\+ +

Het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1960, bepaalt in artikel 21ter :

"De officier aangesteld om het ambt van een hogere graad uit te oefenen, heeft gedurende de duur van de aanstelling, recht op een toelage vastgesteld op het bedrag van het verschil tussen de bezoldiging die hij zou genieten in de graad waarvan hij het ambt uitoefent en de bezoldiging die hij geniet in de graad waartoe hij benoemd of aangesteld is".

De Regering dient te beslissen of de aanstelling van een onderofficier "in het ambt van een hogere graad" dezelfde geldelijke gevolgen heeft. De Raad van State, die de bedoelingen van de Regering niet kent, stelt geen tekst voor die het koninklijk besluit van 9 april 1952 op dat gebied wijzigt.

\+ +

Artikel 19.

Artikel 19 van het ontwerp is de uitvoering van artikel 20 van de wet, krachtens hetwelk een beroepsonderofficier bij ordemaatregel kan worden geschorst, wanneer zijn aanwezigheid in de krijgsmachtdelen nadelig is voor de tucht of de goede naam van het leger. Aangezien de wet zelf zegt dat het hier een ordemaatregel betreft, kan het eerste lid van artikel 19 vervallen.

Het ontwerp zegt niet dat de betrokken onderofficier zijn verweermiddelen zal kunnen voordragen alvorens de schorsing wordt opgelegd of verlengd. Op te merken valt, dat artikel 102 van het statuut van het rijkspersoneel aan de ambtenaar wiens schorsing wordt verlengd, bepaalde waarborgen verleent; het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren daarentegen biedt in dat opzicht niet de minste waarborg.

\+ +

Artikel 20.

Artikel 20 van het ontwerp strekt tot uitvoering van artikel 19 van de wet van 27 december 1961 luidens hetwelk "de beroepsonderofficier door de Minister van Landsverdediging voor een bepaalde tijd op non-activiteit bij tuchtmaatregel kan worden gesteld".

Het ontwerp herhaalt woordelijk artikel 10 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht. Artikel 20 is dus een onnodige herhaling van die bepaling en kan vervallen.

./.

Mocht de Regering het echter nuttig achten die bepaling in het ontwerp te laten, om de uitvoering van de wet van 27 december 1961 zo volledig mogelijk te regelen, dan ziet de Raad van State zich verplicht in herinnering te brengen dat hij in zijn advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 30 december 1959 is geworden en in zijn advies betreffende het ontwerp dat het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren is geworden, de aandacht van de Regering heeft gevestigd op de ernst van de non-activiteit bij tuchtmaatregel en op de noodzaak een procedure vast te stellen op grond waarvan de betrokken militair kennis zou krijgen van wat hem ten laste wordt gelegd en zijn verweermiddelen zou kunnen voordragen. In beide gevallen heeft de Regering het niet nodig geacht op die wenken in te gaan (L. 6869, advies van 17 november 1959 en L. 6222, advies van 26 juni 1958).

De Raad van State acht het nodig die opmerkingen te herhalen naar aanleiding van artikel 20 van het ontwerp.

Artikel 25.

Volgens artikel 25, § 1, van het ontwerp, bestaat de informatiecommissie onder meer uit :

"een adjudant-chef of een adjudant, met meer anciënniteit dan de betrokken onderofficier of onderofficieren of, bij gebrek, een lager officier".

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, mag de lagere officier alleen worden aangewezen indien de aanwijzing van de adjudant-chef of van de adjudant de bijeenkomst van de commissie abnormaal zou vertragen.

./.

Voorgesteld wordt, artikel 25, § 1, te wijzigen opdat die bedoeling duidelijker tot uiting komt.

\+ +

Artikel 29.

De opmerking gemaakt bij artikel 25 geldt ook voor artikel 29, § 1, tweede lid, van het ontwerp.

\+ +

Artikel 32.

De in artikel 32, § 1, bedoelde kennisgeving moet zo worden gedaan, dat de datum ervan niet kan worden betwist. Deze opmerking geldt voor de onderscheiden artikelen krachtens welke procedurestukken ter kennis van de onderofficieren moeten worden gebracht. Het is zaak van de Regering daartoe de nodige voorzieningen te treffen in elk van die artikelen of in een artikel dat aan het slot van het besluit kan komen.

Artikel 32, § 2, van het ontwerp, bepaalt onder meer :

"De betrokken onderofficier stelt daarenboven de voorzitter in kennis van de naam en de identiteit van de getuigen die hij door de Raad wenst te doen horen".

De onderofficier moet de lijst van zijn getuigen doen toekomen binnen vier dagen na de kennisgeving die hij heeft ontvangen krachtens artikel 32, § 1.

Op grond van artikel 35, § 2, van het ontwerp, zal het dossier slechts "ten minste acht dagen vóór de vergadering" ter inzage van de verschijnende officier lig-

Daaruit volgt dat de verdachte de lijst van de getuigen zal moeten mededelen alvorens kennis te hebben gekregen van alle gegevens van het dossier.

Krachtens artikel 37 zal de voorzitter weliswaar de getuigen kunnen doen oproepen om wier verhoor de verdachte hem zelfs na het verstrijken van die termijn zal hebben verzocht, maar de rechten van de verdediging zullen pas ten volle geëerbiedigd zijn indien artikel 35 wordt aangevuld met een bepaling die zegt dat de betrokken onderofficier, na inzage van het dossier, aan de voorzitter de namen mag mededelen van de getuigen die hij nog wenst te doen horen.

\+

Artikelen 32 en 33.

Ter wille van de overeenstemming met het koninklijk besluit van 7 april 1959 waarvan de bepalingen betreffende de onderzoeksraad in ruime mate door het ontwerp worden overgenomen, dient de structuur van de artikelen 32 en 33 van het ontwerp te worden gewijzigd.

\+ \+

Artikel 34.

Bij dit artikel is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 32, § 1.

Artikel 37.

Artikel 37, § 1, derde lid, bepaalt :

"De raad mag de getuigen buiten de aanwezigheid van de betrokken onderofficier verhoren ...".

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel bepaalt dat de betrokken onderofficier kennis neemt van het proces-verbaal van het getuigenverhoor alvorens uitleg te verschaffen ; dit neemt niet weg dat de mogelijkheid getuigen te horen zonder bijzijn van de verdachte, aan de debatten gedeeltelijk hun contradictoir karakter ontneemt.

Dit is des te erger, daar de onderzoeksraad een beslissing neemt over het bestaan van de ten laste gelegde feiten; het contradictoir getuigenverhoor is voor de betrokken onderofficier een waarborg, die hem niet kan worden ontnomen zonder schending van de algemene beginselen betreffende de rechten van de verdediging.

De eerste volzin van het derde lid moet vervallen.

Artikel 40.

Bij dit artikel is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 32, § 1.

Het bepaalt dat van de beslissing en van de eventuele adviezen kennis moet worden gegeven binnen vier dagen na de beslissing. Die termijn kan geen invloed hebben op de geldigheid van de voor de onderzoeksraad gevoerde procedure. Opdat geen moeilijkheden kunnen ontstaan, zegge men dit niet in het ontwerp; in de onderrichtingen ten behoeve van de voorzitters van de onderzoekraden moet worden vermeld, dat de kennisgeving ten spoedigste moet worden gedaan.

Artikelen 43 tot 49 van het ontwerp.

Afdeling 4 van hoofdstuk I van het ontwerp handelt over de beroepsmuzikanten.

./.

De regelen tot vaststelling van het statuut van de beroepsmuzikanten staan in hoofdstuk VII van titel II van de wet van 27 december 1961, welke titel betrekking heeft op de beroepsonderofficieren. Op te merken valt, dat de wetgever er geen werkelijke beroepsonderofficieren van heeft willen maken.

Artikel 41 van de wet bepaalt immers :

"Op de militaire beroepsmuzikanten zijn de bijzondere, in dit hoofdstuk bepaalde regelen van toepassing".

Krachtens artikel 43 van die wet vinden sommige bepalingen die aan beroepsonderofficieren eigen zijn ook op beroepsmuzikanten toepassing :

artikel 11 betreffende de eedaflegging en artikel 14 dat handelt over de "ontneming van de graad" en de hoofdstukken III en IV die betrekking hebben op het ambt en de stand.

Voor het overige machtigt artikel 46 van de wet de Koning tot het vaststellen van "de bepalingen betreffende de anciënniteit en de bevordering der beroepsmuzikanten".

Sommige bepalingen van de wet die eigen zijn aan de beroepsonderofficieren vinden dus toepassing op muzikanten; derhalve behoren ook de artikelen van het ontwerp ter uitvoering van die bepalingen op hen toepasselijk te worden verklaard, en, zo lijkt het de afdeling betreffende de ereraden.

Bedoelt de Regering het zo, dan moet aan het slot van afdeling 4 van hoofdstuk I van het ontwerp een bepaling staan, die zegt welke artikelen van het ontwerp op beroepsmuzikanten van toepassing zijn.

Artikel 42, § 2, van de wet van 27 december 1961 bepaalt :

"§ 2. De militaire beroepsmuzikanten zijn gelijkgesteld met de beroepsonderofficieren".

Bij het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1960 is een tabel betreffende de gelijkwaardigheid der graden gevoegd. Op te merken valt, dat de graad van hoofdonderkapelmeester niet op die gelijkwaardigheidstabel voorkomt; de Raad van State heeft de aandacht van de Regering hierop reeds gevestigd in zijn advies van 16 oktober 1962 over een ontwerp-koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 april 1952 (L. 8120).

\+ +

Artikelen 44 tot 47.

De artikelen 44 en 46 van het ontwerp bepalen dat de muzikant (van) derde klasse naar de tweede klasse en de muzikant (van) eerste klasse naar de graad van onderkapelmeester alleen kunnen overgaan indien hun "wijze van dienen bevredigend wordt geacht".

De artikelen 45 en 47 die betrekking hebben op de overgang van de tweede klasse naar de eerste of op de overgang van de graad van onderkapelmeester naar die van hoofdonderkapelmeester schrijven examens of een vergelijkend examen voor.

Aangezien het in de bedoeling van de Regering ligt, ook van die muzikanten te eisen dat hun wijze van dienen bevredigend is, wordt voorgesteld die algemeen geldende

voorwaarde voor overgang naar de onderscheiden klassen in een afzonderlijk artikel te stellen.

\+ +

Hoofdstuk II.

Bij de bepalingen van hoofdstuk II van het ontwerp, die op tijdelijke onderofficieren van toepassing zijn, is een algemene opmerking te maken.

In zijn advies van 27 juni 1960 (L. 7158) over het ontwerp dat de wet van 27 december 1961 is geworden, heeft de Raad van State een opmerking gemaakt in verband met de toepassing van de dienstplichtwetten op tijdelijke onderofficieren.

Hij wees erop, dat het statuut van de tijdelijke onderofficier, zoals het ontworpen was, geregeld zou zijn door bepalingen die over de dienstplichtwetten en dezer uitvoeringsbesluiten en over het toen onderzochte wetsontwerp verspreid lagen.

Om alle moeilijkheden te voorkomen, stelde de Raad van State voor, het statuut van de tijdelijke onderofficieren te regelen los van de dienstplichtwetten en uitgaande van de wetten van 23 december 1955 tot vaststelling van het statuut der hulpofficieren en hulponderofficieren van de luchtmacht.

Om dat doel te bereiken, werden wijzigingen van het ontwerp voorgesteld; zij werden door de Regering aanvaard en door het Parlement goedgekeurd.

Men mag dus zeggen dat de wetgever, door het advies van de Raad van State te volgen, het statuut van de tij-

/

delijke onderofficieren heeft willen vaststellen, los van de bepalingen van titel VIII van de dienstplichtwetten.

Hoofdstuk II van het onderhavige ontwerp, dat vastgesteld is ter uitvoering van de wetsbepalingen betreffende de tijdelijke onderofficieren, bepaalt in artikel 50, tweede lid, dat de dienstplichtwetten en hun uitvoeringsbesluiten van toepassing zijn op de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van de kandidaat-tijdelijke onderofficieren.

Wel komt het ontwerp daardoor niet in strijd met de tekst zelf van de wet van 27 december 1961, maar het houdt geen rekening met bedoelingen van de wetgever die, zoals gezegd, het statuut van de tijdelijke onderofficieren heeft willen vaststellen, los van hoofdstuk VIII van de dienstplichtwetten.

\+ +

Voorts moet worden opgemerkt dat moeilijkheden zullen ontstaan wegens het verspreid liggen van de teksten; zulke moeilijkheden zijn :

a) ondertekening van de dienstverbintenis : aan welke voorwaarden juist moeten de kandidaten voldoen ?

Artikel 77 van de dienstplichtwetten bepaalt de minimumleeftijd voor het ondertekenen van een dienstverbintenis op 16 jaar; het koninklijk besluit van 3 september 1952 bepaalt de maximumleeftijd op 30 jaar. Zullen die grenzen in acht worden genomen ? Artikel 50 van het ontwerp, dat bepaalt dat de jonge lieden de dienstverbintenis aangaan "in de hoedanigheid" van kandidaat-tijdelijk onderofficier, geeft te verstaan dat die grenzen niet in acht zullen worden genomen. Artikel 54

./.

van het ontwerp stelt immers als maximumleeftijd 29 jaar en voor sommige ambten 35 jaar.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 september 1952 bepaalt dat de kandidaat, wil hij een dienstverbintenis kunnen aangaan, onder meer moet "slagen voor de psycho-technische proeven door de Minister van Landsverdediging voorgeschreven". Artikel 51 van het ontwerp schijnt aanvullende psychotechnische proeven op te leggen.

Artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 september 1952 bepaalt dat sommige militairen de vereiste voorwaarden inzake lichaamsgeschiktheid niet moeten vervullen om een dienstverbintenis te mogen aangaan. Bedoelt de Regering die kandidaten als tijdelijke onderofficieren aan te werven ?

b) verlofregeling : hoe is artikel 82 van de dienstplichtwetten overeen te brengen met artikel 72 van de wet van 27 december 1961, hetwelk het ontwerp uitvoert in zijn artikelen 81 tot 88 ?

c) ten slotte en vooral de verbreking van de dienstverbintenis of de nieuwe dienstverbintenis. De wet van 27 december 1961 bepaalt, onder welke voorwaarden de dienstverbintenis van de tijdelijke onderofficier ambtshalve wordt verbroken. Hoe zijn die bepalingen overeen te brengen met artikel 79, § 1, van de dienstplichtwetten en met het koninklijk besluit van 3 september 1952 ?

+

Wil de Regering hoofdstuk VIII van de dienstplichtwetten niet op de tijdelijke onderofficieren toepassen, maar wil zij op diens dienstverbintenis alleen de voor-

waarden betreffende het aangaan en het verbreken van de dienstverbintenis of van de nieuwe dienstverbintenis toepasselijk verklaren zoals die voorwaarden gesteld zijn in de reglementering tot uitvoering van de dienstplichtwetten, dan dient artikel 50, tweede lid, van het ontwerp te worden gelezen als volgt :

"De voorwaarden inzake het aangaan en het verbreken van de dienstverbintenis van de tijdelijke onderofficier zijn dezelfde als die welke inzake het aangaan en het verbreken van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis, bedoeld in de dienstplichtwetten, zijn bepaalddoor de ter uitvoering van die wetten vastgestelde reglementering".

Zelfs dan zullen er moeilijkheden blijven bestaan in verband met het aangaan en het verbreken van de dienstverbintenis, wegens het gemis van overeenstemming tussen de ter uitvoering van de dienstplichtwetten vastgestelde reglementering enerzijds en de wet van 27 december 1961 anderzijds.

Al deze opmerkingen maken het nodig, hoofdstuk II van het ontwerp te herzien.

Alleen onder voorbehoud van deze algemene opmerking gaat de Raad van State voort met het onderzoek van dat hoofdstuk.

\+ +

Artikel 53.

Artikel 51 van de wet van 27 december 1961, bepaalt dat artikel 12 van dezelfde wet, hetwelk voorziet in de aanstelling van beroepsonderofficieren in de graad van sergeant, van toepassing is op tijdelijke onderofficieren.

./.

Artikel 53 van het ontwerp voert die bepaling uit, maar zegt niet in welke gevallen de aanstelling zal kunnen worden ingetrokken.

Gelet op de bedoelingen van de Regering, zoals deze hem zijn medegedeeld, stelt de Raad van State een tekst voor tot regeling van die kwestie.

\+ +

Artikel 54.

In de reeks bepalingen betreffende de benoeming tot sergeant, zegt het ontwerp dat de kandidaat moet zijn geslaagd voor het examen dat is voorgeschreven door de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger (zie de artikelen 6, 9, 10 en 11 van het ontwerp).

Ter wille van de overeenstemming met die bepalingen, dient ook artikel 54 van het ontwerp dat examen voor te schrijven.

\+ +

Artikel 56.

Artikel 56 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 56.

Wanneer de tijdelijke onderofficier het voorwerp is van een voorstel tot ambtshalve verbreking van zijn dienstverbintenis, of nieuwe dienstverbintenis, wordt de bij de tuchtreglementering voorziene onderzoeksraad geraadpleegd".

Deze bepaling doelt op de onderzoeksraad waarvan sprake in het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht.

./.

Aan het slot van dit advies onderzoekt de Raad van State de terugslag van verscheidene bepalingen van het ontwerp, ook die van artikel 56, op het koninklijk besluit van 30 december 1959.

\+ +

Er dient te worden gewezen op de zonderlinge toestand die zal ontstaan uit het feit dat, om de dienstverbintenis of de nieuwe dienstverbintenis ambtshalve te verbreken, de in het koninklijk besluit van 30 december 1959 bedoelde onderzoeksraad zal moeten worden geraadpleegd, terwijl, wanneer een onderofficier "van het leger zal gescheiden zijn", krachtens artikel 59 van de wet van 27 december 1961 en afdeling 2 van hoofdstuk III van het ontwerp, een andere onderzoeksraad bevoegd zal zijn om over het bestaan van de feiten te beslissen en om advies te geven en voorstellen te doen.

Er is hier een gemis van aanpassing dat ook de herziening van artikel 56 van het ontwerp nodig maakt.

\+ +

Hoofdstuk III.

Artikel 65.

Bij dit artikel is hetzelfde op te merken als bij artikel 32, § 1.

\+ +

Artikel 71.

Dit artikelvoorziet niet in het geval dat bij de onderofficieren die voor de ereraad worden gebracht, een hulponderofficier van de luchtmacht kan zijn. ./.

Wil de Regering dat in dat geval ook een onderofficier van dat kader tot de leden van de ereraad behoort, dan moet artikel 71 in die zin worden aangevuld.

De Raad van State stelt een tekst in die zin voor.

\+ +

Artikel 83.

Artikel 83, dat de vakantieregeling van de onderofficieren-leerlingen in de onderwijsinrichtingen vaststelt, bepaalt in het tweede lid :

"Het totaal aantal verlofdagen voor het jaar mag in geen geval kleiner zijn dat het in artikel 81 voorziene aantal dagen".

Volgens de bedoeling van de Regering moet dit aantal verlofdagen de in artikel 82 voorgeschreven vermindering ondergaan. Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

\+

\+ +

Hoofdstuk IV.

Artikel 93.

Volgens artikel 78 van de wet van 27 december 1961 worden sommige onderofficieren die nieuwe dienstverbintenissen hebben aangegaan, opgenomen hetzij in de categorie van de toegevoegde onderofficieren, hetzij in die van de beroepsonderofficieren.

De wet zelf beslist over die opneming; het staat derhalve niet, dat de Koning daaraan bepaalde voorwaarden

./.

verbindt, zoals hij doet in artikel 93 van het ontwerp.

De Raad van State stelt een tekst voor die rekening houdt met de bedoeling van de Regering, die aan genoemde onderofficieren wil toestaan af te zien van hun opneming in een van die categorieën van onderofficieren.

\+ +

Artikel 95.

Artikel 95 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 95.

De kandidatuur tot de hogere graad van de beroeps-onderofficieren die bij de bevordering vertraagd of voorbijgegaan zijn vóór de inwerkingtreding van de wet van 27 december 1961, zal binnen de zes maanden na deze datum, bij toepassing van artikel 35, § 2 van de wet, het voorwerp zijn van een nieuw onderzoek".

Artikel 35 van de wet bepaalt dat de kandidatuur opnieuw moet worden onderzocht "de eerste maal, binnen de twee jaar, te rekenen vanaf het eerste onderzoek, en een laatste maal in de loop van het vijfde jaar".

Door een nieuw onderzoek voor te schrijven binnen zes maanden na de inwerkingtreding van de wet van 27 december 1961, kan het ontwerp niet tot gevolg hebben, dat een van beide in artikel 35 van de wet bedoelde nieuwe onderzoeken van de kandidatuur vervalt.

Artikel 95 zou in dat opzicht moeten worden gewijzigd De Raad van State stelt een tekst voor, die daarmede rekening houdt.

\+ +

Artikel 97.

Volgens artikel 97 van het ontwerp mag het vergelijkend kwalificatie-examen van adjudant-chef gedurende

./.

tien jaar na de inwerkingtreding van de wet, binnen eenzelfde ambtengroep, lopen over een volgens de ambten verschillende stcf. De Minister bepaalt in welke ambtengroepen die regel mag worden toegepast.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, lijkt de bedoeling van de Regering niet te zijn, eens en voorgoed bewuste ambtengroepen aan te wijzen, maar wel de Minister te machtigen tot het nemen van de beslissing om die regel op een bepaalde ambtengroep toe te passen, wanneer het weinig homogeen karakter van de tot één groep behorende ambten dat noodzakelijk mocht maken.

De Raad van State stelt een tekst voor, die daarmede rekening houdt.

Artikel 98.

Artikel 98 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 98.

In afwachting dat hierin op een andere wijze wordt voorzien, blijven de onderofficieren, welk ook de groep van ambten weze tot dewelke zij behoren en naargelang de onderscheidingen die tussen de categorieën van onderofficieren bestonden vóór 1 januari 1961, onderworpen aan de bepalingen betreffende de leeftijdsgrenzen die van kracht waren op die datum".

Dit artikel is vastgesteld ter uitvoering van artikel 3, B, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen. Praktisch is het alleen een bevestiging van het voortbestaan van de thans geldende verordeningsbepalingen tot vaststelling van de leeftijdsgrenzen voor onderofficieren :

het koninklijk besluit van 2 januari 1924, dat de leeftijdsgrens van de onderofficieren bepaalt op 56 jaar;

./.

artikel 3 van het koninklijk besluit van 11 december 1951, dat de leeftijdsgrens van de onderofficieren van de zeemacht bepaalt op 56 jaar;

artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1952, dat de leeftijdsgrens van de onderofficieren-specialisten bepaalt op 60 jaar.

Bij dit artikel zijn opmerkingen te maken.

I. Het koninklijk besluit van 3 maart 1961 houdende instelling bij de krijgsmachtdelen van een administratief intermachtenkorps en een technisch intermachtenkorps bepaalt de leeftijdsgrens van het personeel van die korpsen op 65 jaar (artikel 4).

Dit besluit hetwelk, gelet op de dringende noodzakelijkheid, is vastgesteld zonder dat het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State werd ingewonnen, zal slechts uitwerking hebben wanneer de Minister de voor dat personeel bestemde ambten aangewezen (artikel 2) en de vormingsvoorwaarden om er deel van uit te maken vastgesteld heeft (artikel 3); dit heeft hij alsnog niet gedaan.

Nu de Koning, op grond van artikel 115 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel besloten heeft de leeftijdsgrens van het personeel van het administratief korps en van het technisch korps op 65 jaar te bepalen, kan het vreemd lijken, en weinig in overeenstemming met het opzet van de wetgever van 1961, dat de leeftijdsgrenzen voor onderofficieren, waarvan er een aantal tot die beide korpsen zullen behoren, op 56 en 60 jaar bepaald blijven; in een aantal hierna behandelde gevallen zal het ontwerp zelfs tot gevolg hebben dat de leeftijdsgrens voor sommige specialisten van 60 op 56 jaar wordt teruggebracht.

./.

De Raad van State vestigt de aandacht van de Regering op hetgeen hij als een gemis van overeenstemming tussen het koninklijk besluit van 3 maart 1961 en artikel 98 van het ontwerp beschouwt.

II. Artikel 98 handhaaft de leeftijdsgrenzen voor de specialisten, terwijl artikel 99 van het ontwerp het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 opheft, hetwelk voor die categorie van militairen een bijzondere leeftijdsgrens vaststelde.

Het ontwerp zal tot gevolg hebben dat de leeftijdsgrens van 60 jaar behouden blijft ten gunste van de onderofficieren die militair specialist zouden gebleven of geworden zijn indien het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 niet was opgeheven.

Een zo vage bepaling kan vanzelfsprekend talrijke moeilijkheden opleveren, namelijk als zij zal moeten worden toegepast onder meer op onderofficieren die nooit de hoedanigheid van specialist hebben gehad.

Het in het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 vastgestelde kader van de militaire specialisten omvat niet alleen onderofficieren, maar ook militairen van lagere graad die op grond van een dienstverbintenis of van een nieuwe dienstverbintenis dienen. Zijn er onder dat personeel korporaals en soldaten, dan zal het ontwerp, door de opheffing van het koninklijk besluit van 20 augustus 1952, hun leeftijdsgrens van 60 op 56 jaar terugbrengen. Mocht het ontwerp werkelijk zulke gevolgen hebben, dan dient het op grond van artikel 115 van de wet van 14 februari 1961 voor advies te worden voorgelegd aan de in Raad vergaderde Ministers.

./.

Na de hier gemaakte opmerkingen moet artikel 98 opnieuw door de Regering worden onderzocht.

Mocht zij evenwel oordelen dat die bepaling thans moet worden vastgesteld, dan moet zij het vraagstuk van de leeftijdsgrenzen van de onderofficieren binnen afzienbare tijd in een ander besluit regelen; artikel 98 van het ontwerp kan immers niet als een voorlopige bepaling worden beschouwd.

\+ +

Artikel 99.

Artikel 99, 8°, heft het "koninklijk besluit van 20 augustus 1952 houdende het statuut van de militaire specialisten" op.

Een ontwerp-koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, waarover de Raad van State op 16 oktober 1962 heeft geadviseerd (L. 8120), voorziet in de opheffing, op 1 januari 1962, van het koninklijk besluit van 26 november 1952 betreffende de toelage verleend aan de militaire specialisten. Genoemd ontwerp bevat evenwel bepalingen die bedoelde militairen vrijwaren tegen iedere vermindering van hun bezoldiging.

Dat ontwerp is nog geen in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt koninklijk besluit geworden. Het zou moeten worden bekendgemaakt alvorens het onderhavige ontwerp in werking treedt, opdat geen moeilijkheden ontstaan in verband met de bezoldiging van de militairen waarop het betrekking heeft.

\+ + ./.

De wet van 27 december 1961, tot uitvoering waarvan het ontwerp strokt, is nog niet in werking getreden. Derhalve dient te worden bepaald dat het ontwerp dezelfde dag als de wet in werking zal treden.

\+ +

Terugslag van het ontwerp op de thans geldende teksten.

Tijdens het onderzoek van de artikelen van het ontwerp is de aandacht van de Regering gevestigd op de mogelijke terugslag van het ontwerp op verscheidene thans geldende teksten :

op het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht : opmerkingen bij artikel 18 en bij afdeling 4 van hoofdstuk I van het ontwerp;

op het koninklijk besluit van 26 november 1952 betreffende de toelage verleend aan de militaire specialisten : opmerking bij artikel 99, 8°, van het ontwerp;

op het koninklijk besluit van 3 september 1952 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd : opmerking bij hoofdstuk II van het ontwerp;

op het koninklijk besluit van 7 april 1959 houdende oprichting van de hogere secundaire technische school bij de Technische School van de Luchtmacht : opmerkingen bij de artikelen 1 en 10 van het ontwerp.

\+

Bovendien moet worden nagegaan welke terugslag het ontwerp zal hebben op twee andere besluiten.

./.

Terugslag van het ontwerp op het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform.

Het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform is onder meer vastgesteld ter uitvoering van de wet van 27 juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren, en van de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht.

Aangezien de wet van 27 december 1961 die twee wetten heeft opgeheven, moet worden onderzocht of het ontwerp dat genoemde wet uitvoert geen wijzigingen dient aan te brengen in het koninklijk besluit van 5 oktober 1959.

De bepalingen van dat besluit, die betrekking hebben op de non-activiteit om gezondheidsredenen, op het anciënniteitspensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid en op de reform, zijn in voldoende ruime bewoordingen gesteld om ook de in artikelen 18, 24 en 56 van de wet van 27 december 1961 bedoelde gevallen te omvatten.

Daarentegen bepaalt artikel 4, § 2, van het ontwerp dat de aanstelling van de kandidaat-onderofficier in de graad van sergeant door de Minister van Landsverdediging wordt ingetrokken "op advies van de militaire commissie inzake geschiktheid en reform, in geval van lichamelijke ongeschiktheid".

Dezelfde bepaling moet worden vastgesteld voor tijdelijke onderofficieren.

Deze bepaling wijzigt impliciet het koninklijk besluit van 5 oktober 1959. Dat besluit zou uitdrukkelijk moeten worden gewijzigd. De Raad van State stelt een tekst voor die daarmede rekening houdt.

./.

+

Terugslag van het ontwerp op het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht.

Het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht is onder meer vastgesteld ter uitvoering van de wet van 27 juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren, en van de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht.

Aangezien de wet van 27 december 1961 die twee wetten heeft opgeheven, moet worden nagegaan of geen wijzigingen moeten worden aangebracht in het koninklijk besluit van 30 december 1959.

1° Het koninklijk besluit van 30 december 1959 houdt geen rekening met het feit dat er drie categorieën van onderofficieren zijn : beroepsonderofficieren, tijdelijke onderofficieren en toegevoegde onderofficieren.

Hoofdstuk II van dat besluit handelt in een eerste afdeling over "bepaalde tuchtmaatregelen toepasselijk op beroepsonderofficieren", in een tweede over "bepaalde tuchtmaatregelen toepasselijk op soldaten en op gegradueerden die geen beroepsonderofficier zijn".

Voor de beroepsonderofficier gelden de volgende tuchtstraffen : blaam, berisping en non-activiteit bij tuchtmaatregel.

Voor de overige lagere militairen zijn bepaald : blaam en afschaffing van gunstverlof.

Dat besluit zou zo moeten worden gewijzigd, dat rekening wordt gehouden met de drie categorieën van onderofficieren welke de wet van 27 december 1961 heeft ingesteld; krachtens die wet kan de non-activiteit bij

./.

tuchtmaatregel niet alleen aan de beroepsonderofficier (artikel 19), maar ook aan de toegevoegde onderofficier (artikel 71) worden opgelegd.

2° Zoals in een opmerking bij artikel 20 van het ontwerp is gezegd, neemt dat artikel nagenoeg woordelijk artikel 10 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 over.

Ofwel dient artikel 20 van het ontwerp als een onnodige herhaling te vervallen, ofwel dient artikel 10 van het besluit van 30 december 1959 te worden opgeheven.

3° Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 30 december 1959 handelt over "de onderzoeksraad voor de soldaten, alsmede voor de gegradueerden die geen beroepsonderofficier of hulponderofficier van de luchtmacht zijn".

Artikel 25 van dewet van 27 december 1961 bepaalt, dat de Minister een beroepsonderofficier van ambtswege uit zijn ambt kan ontzetten "na raadpleging van een onderzoeksraad". Dezelfde onderzoeksraad moet worden geraadpleegd wanneer een beroepsonderofficier van het leger gescheiden is (artikel 29). Beide bepalingen zijn van toepassing op de toegevoegde onderofficieren.

Het ontwerp organiseert de in die artikelen bedoelde onderzoeksraad in de artikelen 29 tot 41 en 63 tot 66.

Hieruit volgt, dat de in het koninklijk besluit van 30 december 1959 bedoelde onderzoeksraad niet bevoegd zal zijn ten aanzien van toegevoegde onderofficieren.

Het geval van de tijdelijke onderofficieren is ingewikkelder. Artikel 59 van de wet zegt dat, wanneer de

./.

tijdelijke onderofficier van het leger gescheiden is, een onderzoeksraad moet worden geraadpleegd; zij verklaart artikel 25 van toepassing. De bepalingen van het ontwerp betreffende die onderzoeksraad worden toepasselijk verklaard op de tijdelijke onderofficieren.

Artikel 56 van het ontwerp daarentegen, bepaalt :

"Artikel 56.

Wanneer de tijdelijke onderofficier het voorwerp is van een voorstel tot ambtshalve verbreking van zijn dienstverbintenis, of nieuwe dienstverbintenis, wordt de bij de tuchtreglementering voorziene onderzoeksraad geraadpleegd".

Bij de bespreking van artikel 56 is hierover een opmerking gemaakt.

Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen, de bevoegdheid van de in het koninklijk besluit van 30 december 1959 bedoelde onderzoeksraad af te schaffen ten aanzien van tijdelijke onderofficieren, dan zou genoemd besluit ook op dat punt moeten worden gewijzigd.

De verscheidene hiervoren gemaakte opmerkingen maken het nodig het koninklijk besluit van 30 december 1959 enigszins om te werken, hetgeen zo spoedig mogelijk na de inwerkingtreding van het ontwerp-besluit zou moeten geschieden. Die wijzigingen zouden moeten worden vastgesteld in een van het ontwerp onderscheiden besluit; de Raad van State stelt dan ook in dit verband geen nieuwe tekst voor.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET STATUUT VAN DE ONDEROFFICIEREN VAN HET ACTIEF KADER DER LAND-, LUCHT-, EN ZEEMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht-, en zeemacht;

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd op 11 augustus 1923, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934;

Gelet op de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957, gewijzigd bij de wetten van 1 april 1958 en 29 mei 1959;

Gelet op de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 houdende oprichting van de hogere secundaire technische school bij de Technische School van de Luchtmacht en op het advies van de bestuurscommissie van die school;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform, inzonderheid op artikel 2;

./.

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

TITEL I. - BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEROEPSONDEROFFICIEREN.

Hoofdstuk I. - Overgang naar de graad van sergeant.

Afdeling I. - Bepalingen die voor alle kandidaten gelden.

Artikel 3. Artikel 1.

De opleiding tot beroepsonderofficier wordt verstrekt :

hetzij in een school voor onderofficieren van de krijgsmachtdelen;

hetzij in de Intermachten-afdeling van de technische school der luchtmacht;

hetzij, voor de gevallen en de betrekkingen door de Minister van Landsverdediging bepaald, in een andere militaire of burgerlijke inrichting, in België of in het buitenland.

Artikel 2. Artikel 2.

De toelating tot de opleidingscyclus van beroepsonderofficier heeft plaats volgens de uitslagen van een vergelijkend examen dat omvat :

1° een proef van lichaamsgeschiktheid;

./.

2° een schriftelijk examen over sommige vakken van het middelbaar onderwijs van de lagere graad.

De Minister van Landsverdediging stelt het programma en de nadere regelen van die proef en van dat examen vast, alsook hun belangrijkheidscoëfficiënt. Alvorens de inschrijving voor het vergelijkend toelatingsexamen wordt gesloten, bepaalt hij hoeveel leerlingen voor ieder taalstelsel moeten worden aangeworven.

Artikel 1.

Artikel 3.

§ 1. Hij die aan het vergelijkend examen voor toelating tot de opleidingscyclus van beroepsonderofficier wil deelnemen, moet bij de inschrijving, of ten laatste de dag waarop zijn opleiding begint, ten minste volle 16 jaar en ten hoogste volle 22 jaar oud zijn.

De volgende bijzondere grensleeftijden zijn evenwel van toepassing :

1° de minimumleeftijd wordt op 25 jaar gebracht voor hen die een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis hebben aangegaan;

2° de maximumleeftijd wordt op 28 jaar gebracht wanneer het vergelijkend examen wordt ingericht met het oog op aanwerving voor betrekkingen die bepaalde door de Minister van Landsverdediging vast te stellen kwalificaties eisen;

3° wanneer het vergelijkend examen plaats heeft met het oog op een in de Intermachten-afdeling van de technische school der luchtmacht te volgen opleidingscyclus wordt de minimumleeftijd op 15 jaar en de maximumleeftijd op 22 jaar vastgesteld op 31 december van het jaar waarin het vergelijkend examen wordt afgelegd; de masimumleeftijd wordt op 25 jaar gebracht voor hen die een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis hebben aangegaan;

./.

4° de leeftijdsvoorwaarden voor toelating tot het vergelijkend examen voor werving van onderofficieren van het varend personeel van de luchtmacht en van de landmacht en van het luchtvarend personeel van de zeemacht worden vastgesteld door de Minister van Landsverdediging .

§ 2. Hij die aan het vergelijkend examen voor toelating tot de opleidingscyclus van beroepsonderofficier wil deelnemen, en aan de gestelde leeftijdseisen voldoet, moet de volgende voorwaarden vervullen :

1° voldoen aan de voorwaarden die zijn opgelegd om een vrijwillige dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis te mogen aangaan en voldoen bij een geneeskundig onderzoek en een psychotechnische proef; kandidaten die op de dag van hun toelating geen 16 jaar oud zijn, moeten de met het oog op de aanwerving vereiste lichamelijke geschiktheid niet bezitten, maar alleen voldoende lichamelijke aanleg hebben om die geschiktheid te gepasten tijde te verwerven;

2° ongehuwd, weduwnaar of uit de echt gescheiden zijn zonder kinderen. Die voorwaarde is echter niet opgelegd aan militairen die kandidaat zijn voor toelating tot de Intermachten-afdeling van de technische school der luchtmacht, noch aan kandidaten die na de leeftijd van 25 jaar aan een vergelijkend examen voor toelating mogen deelnemen;

3° in het bezit zijn van het diploma of studiegetuigschrift door de wet van 27 december 1961 vereist om tot sergeant te kunnen worden benoemd;

4° indien hij militair is, gunstig aangeschreven staan bij zijn chefs.

§ 3. Aan de nationaliteitseis voor aanwerving en aan de voorwaarde betreffende de voorafgaande studiën moet de kandidaat die bij het vergelijkend toelatingsexamen in

./.

batige orde is gerangschikt, eventueel eerst voldoen op het tijdstip dat hij een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis aangaat.

Nieuw artikel

Artikel 4.

De kandidaat die bij het vergelijkend toelatingsexamen in batige orde is gerangschikt, ondertekent vóór het begin van de opleidingscyclus een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis waarvan de Minister van Landsverdediging de duur bepaalt.

De kandidaat die tot de opleidingscyclus wordt toegelaten vóór de leeftijd van volle 16 jaar, ondertekent een dienstverbintenis zodra hij die leeftijd heeft bereikt; indien hem wegens lichamelijke ongeschiktheid niet wordt toegestaan die verbintenis te ondertekenen, kan de Minister van Landsverdediging hem machtigen tot het voltooien van het lopende opleidingsjaar.

Artikel 4, §§ 1 en 2.

Artikel 5.

§ 1. De kandidaat-beroepsonderofficieren worden aangesteld in de graad van sergeant wanneer zij geslaagd zijn voor de examens die het door de Minister van Landsverdediging te bepalen gedeelte van hun opleiding afsluiten.

De kandidaten die voor die examens zijn geslaagd, maar wier morele hoedanigheden niet gunstig beoordeeld zijn of wier beroepsgeschiktheid nog ontoereikend wordt geacht, kunnen eerst op het einde van de opleidingscyclus sergeant worden door de benoeming welke zij eventueel op dat ogenblik verkrijgen.

§ 2. De aanstelling in de graad van sergeant wordt door de Minister van Landsverdediging ontnomen :

./.

1° op advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform in geval van lichamelijke ongeschiktheid;

2° in geval van morele of beroepsongeschiktheid, op met redenen omkleed verslag van de hiërarchische meerderen of van een commissie welke de Minister van Landsverdediging aanwijst indien de feiten rechtstreeks bij hem aanhangig zijn gemaakt;

3° in geval van verlies van de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier krachtens artikel 10 of van artikel 12, § 5;

4° aan de militair wiens ontslag als kandidaat-beroepsonderofficier wordt aanvaard.

Artikel 4, § 3.

Artikel 6.

Om tot sergeant benoemd te worden in de categorie beroepsonderofficieren mag de kandidaat, op de datum waarop zijn benoeming ingaat, niet ouder zijn dan volle 29 jaar, of dan volle 35 jaar in de ambten die de Minister van Landsverdediging bepaalt overeenkomstig artikel 3.

Afdeling 2. - Bepalingen betreffende kandidaten opgeleid in scholen voor kandidaat-onderofficieren der krijgsmachtdelen.

Artikel 5.

Artikel 7.

De cyclus voor opleiding tot beroepsonderofficier omvat een schoolopleiding en een praktische opleiding.

De schoolopleiding is onderverdeeld in twee fasen : iedere fase duurt ongeveer een jaar en eindigt met een examen.

./.

De praktische opleiding wordt gegeven in een eenheid van de krijgsmacht of in een gespecialiseerde school; zij duurt ongeveer een jaar.

Artikel 6.

Artikel 8.

§ 1. Tijdens de eerste fase van hun schoolopleiding ontvangen de kandidaten volgens het door de Minister van Landsverdediging vastgestelde programma, een aanvullende algemene of technische opleiding alsook een lichamelijke en militaire opleiding.

Het examen dat deze eerste fase van de opleiding besluit, loopt over de onderwezen stof; het omvat bovendien het examen over de werkelijke kennis van een van beide landstalen, dat door de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger vereist wordt voor benoeming tot sergeant in de categorie beroepsonderofficieren.

De kandidaat moet voor dat examen geslaagd zijn om zijn opleidingscyclus te mogen voortzetten.

§ 2. Tijdens de tweede fase van hun schoolopleiding ontvangen de kandidaten, in een gespecialiseerde school, de beroepsopleiding tot onderofficier.

Het examen dat deze tweede fase besluit, loopt over de tijdens die fase onderwezen stof.

§ 3. De Minister van Landsverdediging regelt de wijze waarop de examens worden georganiseerd en bepaalt de te behalen algemene en bijzondere cijfers.

De kandidaat die voor een van die examens niet slaagt, mag er zich éénmaal opnieuw voor aanmelden. De tweede mislukking is definitief.

./.

Behoudens door de Minister te beoordelen uitzonderingsgeval mag niemand een jaar schoolopleiding overdoen.

Artikel 7.

Artikel 9.

Tijdens de in een eenheid of in een gespecialiseerde school gegeven praktische opleiding wordt de kandidaat geoefend in het in praktijk brengen van de tijdens zijn schoolopleiding of technische opleiding opgedane kennis, en ingewijd in het praktische leven van de eenheden en in de bevelvoering.

Op het einde van die periode beslist de Minister van Landsverdediging of de kandidaat geschikt is om het ambt van beroepsonderofficier uit te oefenen. Die beslissing wordt genomen na raadpleging van hen die tijdens die periode de hiërarchische meerderen van de kandidaat waren.

Artikel 8.

Artikel 10.

De kandidaat die een definitieve mislukking oploopt bij de aan de schoolopleiding verbonden examens, of over wiens geschiktheid op het einde van zijn praktische opleiding door de Minister van Landsverdediging ongunstig wordt beslist, verliest de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier.

Artikel 9.

Artikel 11.

§ 1. De militairen die de volgende voorwaarden vervullen, mogen in afwijking van artikel 3 deelnemen aan het vergelijkend examen om rechtstreeks tot de tweede fase van de schoolopleiding te worden toegelaten :

1° op de datum waarop die opleidingsfase aanvangt, ten minste volle 18 jaar en ten hoogste volle 26 jaar oud zijn;

./.

2° houder zijn van het diploma of het studiegetuigschrift dat de wet van 27 december 1961 eist voor benoeming tot sergeant;

3° geslaagd zijn voor het examen over de werkelijke kennis van één van beide landstalen, dat door de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger vereist wordt voor benoeming tot sergeant in de categorie beroepsonderofficieren;

4° voldoen aan de door de Minister van Landsverdediging bepaalde anciënniteitsvereisten;

5° door hun hiërarchische meerderen voorgesteld, en door de Minister van Landsverdediging aanvaard zijn na een psychotechnische proef.

§ 2. De Minister van Landsverdediging bepaalt ieder jaar, per taalstelsel, aan hoeveel militairen kan worden toegestaan rechtstreeks de tweede fase van de aan de kandidaat-beroepsonderofficieren gegeven schooloplleiding te volgen.

Afdeling 3. - Bepalingen betreffende kandidaten, opgeleid in de Intermachten-afdeling van de Technische school der luchtmacht.

Artikel 10. Artikel 12.

§ 1. De in de Intermachten-afdeling van de Technische school der luchtmacht opgeleide kandidaat-onderofficieren volgen er :

- ofwel de cyclus van het hoger secundair technisch onderwijs; die cyclus duurt drie jaar;
- ofwel de studiecyclus die de houders van een diploma of een getuigschrift van hoger secundair onderwijs in

./.

staat stelt een diploma of getuigschrift van het hoger secundair peil te behalen in één van de specialiteiten : mechanica, electronica, telemechanica, elektromechanica, elektriciteit, instrumenten en bewapening; die cyclus duurt twee jaar;

- ofwel een studiecyclus die de houders van een diploma of getuigschrift van het lager secundair onderwijs in staat stelt een diploma of getuigschrift van het lager secundair peil te behalen in één van de specialiteiten : rollend materieel, geniewerktuigen, onderhoud van geniematerieel, geniebouwwerken, bewapening, springstoffen, metaalbewerking, smederij, plaatijzerbewerking en zeilbewerking; die cyclus duurt twee jaar;
- ofwel cursussen volgen van andere afdelingen die mochten worden opgericht om de evolutie van het onderwijs te volgen of om in de behoeften van de krijgsmachtdelen te voorzien.

§ 2. Buiten hun technische en gespecialiseerde opleiding ontvangen de leerlingen een aanvullende algemene vorming alsook, vanaf hun zestiende jaar een lichamelijke en militaire opleiding tot voorbereiding op de ambten waarmede zij in de krijgsmacht zullen worden belast.

... (voorts zoals artikel 10, § 2, van het ontwerp) ...

§ 3. (Tekst van artikel 10, § 3, van het ontwerp, behalve het tweede lid).

§ 4. De Minister van Landsverdediging regelt de wijze waarop de examens worden georganiseerd, en bepaalt de te behalen algemene en bijzondere cijfers.

./.

De kandidaat die voor een van die examens niet slaagt, mag er zich éénmaal opnieuw voor aanmelden, met machtiging van de commandant van de school; de examencommissie en de leraars wier cursussen de kandidaat in de loop van het jaar heeft gevolgd worden geraadpleegd. De tweede mislukking is definitief.

... (voorts zoals in het ontwerp : derde en vierde lid van § 4) ...

§ 5. De kandidaat die uit de school wordt weggezonden, die in de examens tot besluit van de algemene en de lichamelijke en militaire opleiding of in het examen over de kennis van een van beide landstalen definitief mislukt, of wiens morele hoedanigheden aan het einde van zijn opleiding ongunstig worden beoordeeld, verliest de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier.

De kandidaat die in de loop of aan het einde van zijn opleiding niet slaagt voor de examens van beroepsgeschiktheid, verliest zijn hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier; de Minister van Landsverdediging kan hem echter machtigen zijn opleiding over een andere weg voort te zetten, onder de voorwaarden die hij voor elk geval bepaalt.

Afdeling 4. - Bepalingen betreffende de kandidaat-beroepsonderofficieren van het varend personeel van de luchtmacht en van de landmacht en van het luchtvarend personeel van de zeemacht.

Artikel 11. Artikel 13.

§ 1. (artikel 11, § 1, van het ontwerp, onder schrapping van de woorden "van de luchtmacht".

./.

§ 2. (artikel 11, § 2, van het ontwerp, onder schrapping van de woorden "van de luchtmacht").

§ 3. De lichamelijke en militaire opleiding en elk van beide delen van de vakopleiding worden met een examen besloten.

De luchttraining mag slechts begonnen worden nadat voldaan is aan de examens die de lichamelijke en militaire opleiding besluiten en aan het examen over de werkelijke kennis van een van beide landstalen, dat door de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger vereist wordt voor benoeming tot sergeant in de categorie beroepsonderofficieren.

De kandidaat die voor die examens slaagt, verkrijgt het luchtvaartbrevet dat overeenstemt met de opleiding die hij ontvangen heeft.

§ 4. De Minister van Landsverdediging regelt de wijze waarop de examens worden georganiseerd en bepaalt de te behalen algemene en bijzondere cijfers.

De kandidaat die voor een van die examens niet slaagt, kan worden gemachtigd om er zich éénmaal opnieuw voor aan te melden. De tweede mislukking is definitief.

Behoudens in door de Minister van Landsverdediging te beoordelen uitzonderingsgeval mag niemand een deel van een opleidingscyclus een tweede maal volgen.

§ 5. De kandidaat die in het examen tot besluit van de lichamelijke en militaire opleiding of in het examen over de kennis van een van beide landstalen definitief mislukt, of wiens morele hoedanigheden aan het

./.

einde van zijn opleiding ongunstig worden beoordeeld, verliest de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier.

De kandidaat die in de loop of aan het einde van zijn opleiding niet slaagt voor de examens van beroepsgeschiktheid, verliest zijn hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier; de Minister van Landsverdediging kan hem echter machtigen zijn opleiding over een andere weg voort te zetten, onder de voorwaarden die hij voor elk geval bepaalt.

Hoofdstuk II.-Bevordering.

Artikel 12.

Artikel 14.

§ 1. De onderofficieren van het varend personeel der zeemacht moeten, om tot de hogere graad bevorderd te worden, bewijzen dat zij een als volgt bepaalde vaartijd hebben volbracht :

- voor de graad van meester, twaalf maanden in de graad van kwartiermeester;
- voor de graad van eerste meester, twaalf maanden in de graad van meester;
- voor de graad van eerste meester-chef, twaalf maanden in de graad van eerste meester : deze vaartijd wordt tot zes maanden verminderd voor onderofficieren-scheepswerktuigkundigen die houder zijn van het brevet van scheepswerktuigkundige eerste klasse, afgegeven door het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart;
- voor de graad van oppermeester, zes maanden in de graad van eerste meester-chef.

§ 2. De onderofficieren-scheepswerktuigkundigen der zeemacht die houder zijn van het brevet van scheepswerktuigkundige eerste klasse, afgeleverd door het Bestuur

./.

van het Zeewezen en van de Binnenvaart, kunnen worden bevorderd tot de graad van eerste meester-chef wanneer zij één jaar anciënniteit tellen in de graad van eerste meester.

Artikel 13. Artikel 15.

Om te mogen deelnemen aan het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor of aan het vergelijkend kwalificatie-examen van adjudant-chef, moet de beroepsonderofficier de volgende voorwaarden vervullen :

1° sinds ten minste één jaar bekleed zijn met de onmiddellijk lagere graad; deze voorwaarde geldt niet voor onderofficieren-scheepswerktuigkundigen van de zeemacht die kandidaat zijn voor beide graden, noch voor de onderofficieren van het varend personeel van de luchtmacht die kandidaat zijn voor de graad van eerste sergeant-majoor;

2° de morele en lichamelijke hoedanigheden bezitten die vereist zijn voor de uitoefening van het ambt van de graad waarvoor de betrokkene kandidaat is; de Minister van Landsverdediging beoordeelt die hoedanigheden, na het advies van de hiërarchische meerderen te hebben ingewonnen.

Artikel 14. Artikel 16.

... (tekst van artikel 14 van het ontwerp).

Artikel 15. Artikel 17.

§ 1 en § 2. (tekst van artikel 15, §§ 1 en 2, van het ontwerp).

§ 3. De Minister van Landsverdediging bepaalt de in § 1 bedoelde essentiële functies; ./.

Hij stelt het programma van die proeven vast, regelt de wijze waarop zij worden georganiseerd en bepaalt de te behalen algemene en bijzondere cijfers.

Artikel 16. Artikel 18.

... (Tekst van artikel 16 van het ontwerp)...

Hoofdstuk III. - Aanstelling in het ambt van een hogere graad.

Artikel 17. Artikel 19.

... (Tekst van artikel 17 van het ontwerp)...

Artikel 18. Artikel 20.

... (Tekst van artikel 18 van het ontwerp)...

Hoofdstuk IV. - Benaming van de graad.

Artikel 89. Artikel 21.

... (Tekst van artikel 89 van het ontwerp)...

Hoofdstuk V.- Ambtsontheffing.

Afdeling 1.-Tijdelijke ambtsontheffing.

Artikel 19. Artikel 22.

... (Tekst van artikel 19 van het ontwerp, onder voorbehoud van de bij dat artikel gemaakte opmerkingen)...

Artikel 20. Artikel 23.

... (Tekst van artikel 20 van het ontwerp, onder voorbehoud van de bij dat artikel gemaakte opmerkingen)...

./.

Afdeling 2. - Definitieve ambtsontheffing.

Artikel 21. Artikel 24.

Iedere hiërarchische meerdere met een rang ten minste gelijk aan die van korpscommandant, die oordeelt dat een beroepsonderofficier zich schuldig heeft gemaakt aan feiten die voldoende ernstig zijn om een definitieve ambtsontheffing ten gevolge te hebben, maakt een omstandig verslag op met :

1° een uiteenzetting der feiten,
2° een gemotiveerd advies over hun ernst,
3° een voorstel dat ertoe strekt hetzij de betrokkene ambtshalve op pensioen te doen stellen overeenkomstig artikel 3, B, a), 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, hetzij hem te doen verschijnen vóór een onderzoeksraad met het oog op het ontslag van ambtswege.

Artikel 22. Artikel 25.

... (Tekst van artikel 22 van het ontwerp)...

Artikel 23. Artikel 26.

... (Tekst van artikel 23 van het ontwerp)...

Artikel 24. Artikel 27.

De Minister van Landsverdediging kan, met het oog op de eventuele toepassing van artikel 24, in de plaats van de hiërarchische meerderen een informatiecommissie aanstellen, ... (voorts zoals in artikel 24 van het ontwerp)...

Artikel 25. Artikel 28.

§ 1. De informatiecommissie bestaat uit :

./.

- een hoofdofficier, voorzitter;
- een kapitein-commandant of een kapitein;
- een adjudant-chef of een adjudant, met meer anciënniteit dan de betrokken onderofficier of onderofficieren.

De adjudant-chef of de adjudant kan door een lager officier worden vervangen, wanneer zijn aanwijzing de bijeenkomst van de commissie te zeer zou vertragen.

§ 2. De commissie roept de betrokken ... (voorts zoal in § 2 van artikel 25 van het ontwerp)...

§ 3. Het verslag van de commissie wordt samen met het proces-verbaal van de ondervragingen en verklaringen en zijn bijlagen aan de Minister van Landsverdediging gezonden.

Acht de commissie het niet nodig een van de in artikel 24 bedoelde voorstellen te doen, dan doet zij, in haar verslag, de voorstellen die haar gepast voorkomen. Zij geeft, in ieder geval, kennis van haar voorstellen aan de betrokken onderofficieren, die deze voor gezien ondertekenen.

Artikel 26. Artikel 29.

... (Tekst van artikel 26 van het ontwerp) ...

Artikel 27. Artikel 30.

... (Tekst van artikel 27 van het ontwerp) ...

Artikel 28. Artikel 31.

Tot oppensioenstelling overeenkomstig artikel 3, B, a), 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, en tot verwijzing naar de onderzoeksraad kan

./.

worden besloten zonder dat aan de onderofficier vooraf voor dezelfde feiten een tuchtstraf is opgelegd.

Afdeling 3. - De onderzoeksraad.

Artikel 29. Artikel 32.

§ 1. Iedere onderzoeksraad bestaat uit vijf leden :

- een hoofdofficier, voorzitter;
- een kapitein-commandant of een kapitein;
- een luitenant of een onderluitenant;
- twee beroepsonderofficieren, van wie ten minste één adjudant-chef of adjudant.

Beide beroepsonderofficieren moeten, tenzij hun aanwijzing de bijeenkomst van de onderzoeksraad te zeer zou vertragen, een hogere graad hebben dan de onderofficier die verschijnt, of althans meer anciënniteit in dezelfde graad.

§ 2. (tekst van § 2 van artikel 29 van het ontwerp).

Artikel 30. Artikel 33.

... (Tekst van artikel 30 van het ontwerp) ...

Artikel 31. Artikel 34.

§ 1. Wanneer de Minister van Landsverdediging de bijeenkomst van de in artikel 33, § 2, bedoelde onderzoeksraad gelast, wijst hij vier werkende en vier plaatsvervangende leden aan, uit een lijst die hem door de voorzitter van de betrokken onderzoeksraad wordt voorgelegd. Op die lijst komen de namen voor van vier kapiteins-commandanten of kapiteins, van vier luitenants of onderluitenants, van vier adjudanten-chef of adjudanten en van vier beroeps-

./.

onderofficieren; de onderofficieren moeten een hogere graad hebben dan de betrokken onderofficier of onderofficieren, of althans meer anciënniteit in dezelfde graad.

Wanneer de Minister de bijeenkomst van de in artikel 33, § 1, bedoelde onderzoeksraad gelast, dan worden de leden door de commandant van de divisie of van een gelijkwaardige grote eenheid aangewezen.

§ 2. (tekst van artikel 31, § 2, van het ontwerp).

Artikelen 32, partim en 33.

Artikel 35.

§ 1. De voorzitter van de onderzoeksraad geeft de werkelijke en de plaatsvervangende leden en de betrokken onderofficier kennis van de naam van de leden van de raad, alsmede de datum waarop en de plaats waar in beginsel de zitting zal plaats hebben; de werkende en plaatsvervangende leden moeten, binnen vier dagen na de kennisgeving, ontvangst berichten en eventueel hun beletselen doen kennen; het ontvangstbewijs van de betrokken onderofficier moet binnen dezelfde termijn worden verzonden.

§ 2. Ieder lid van de onderzoeksraad kan om de redenen vermeld in artikel 378 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering worden gewraakt.

Binnen een termijn van vier dagen na de kennisgeving van de samenstelling van de onderzoeksraad, moet de betrokken onderofficier de reden van wraking aan de voorzitter doen kennen; wordt die reden gegrond bevonden, dan beslist de voorzitter dat het gewraakte lid van de onderzoeksraad zich moet onthouden.

./.

§ 3. Ieder lid van de onderzoeksraad dat zelf een reden tot verschoning heeft, moet daarvan kennis geven aan de voorzitter, die beslist of het lid zich dient te onthouden.

Artikel 32, § 2, in fine.

Artikel 36.

De betrokken onderofficier moet, binnen de termijn bepaald in artikel 35, § 2, tweede lid, aan de voorzitter kennis geven van de naam en de identiteit van de getuigen die hij door de raad wenst te doen horen.

Artikel 34.

Artikel 37.

... (Tekst van artikel 34 van het ontwerp) ...

Artikel 35.

Artikel 38.

§ 1. (tekst van artikel 35, § 1, van het ontwerp).

§ 2. Het dossier ligt ter inzage van de betrokken onderofficier en zijn verdediger, ten minste acht dagen vóór de vergadering van de raad op uur en plaats als door de voorzitter bepaald.

Acht de onderofficier, na inzage van het dossier, nodig nieuwe getuigen voor te brengen, dan geeft hij daarvan onverwijld kennis aan de voorzitter van de onderzoeksraad.

Artikel 36.

Artikel 39.

... (Tekst van artikel 36 van het ontwerp) ...

Artikel 37.

Artikel 40.

... (Tekst van artikel 37 van het ontwerp, behalve de eerste volzin van het derde lid van § 1, van het ontwerp)...

./.

Artikel 38. Artikel 41.

... (Tekst van artikel 38 van het ontwerp)...

Artikel 39. Artikel 42.

... (Tekst van artikel 39 van het ontwerp) ...

Artikel 40. Artikel 43.

Het volledig dossier van de zaak, waarbij een inventaris van de stukken gevoegd is, wordt onverwijld aan de Minister van Landsverdediging gezonden.

De voorzitter van de onderzoeksraad geeft de betrokken onderofficier kennis van de beslissing nopens het bestaan van de feiten en, zo deze bewezen zijn, van de gemotiveerde adviezen over de ernst van die feiten en over hun onbestaanbaarheid met de staat van onderofficier, alsook van de notulen van de zitting waarop de onderzoeksraad voornoemde beslissing heeft genomen.

Artikel 41. Artikel 44.

§ 1. Heeft de onderzoeksraad de feiten bewezen verklaard, dan legt de Minister van Landsverdediging Ons een ontwerp van gemotiveerd besluit voor houdende de oppensioenstelling overeenkomstig artikel 3, B, a), 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, of spreekt hij het ontslag van ambtswege of de opnonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel uit, een en ander naar gelang van de ernst die hij aan de feiten toeschrijft.

Oordeelt de Minister echter dat de ernst van de feiten geen van die maatregelen wettigt, dan stuurt hij het dossier naar de bevoegde autoriteit terug opdat een andere tuchtmaatregel of een straf wordt opgelegd.

./.

§ 2. Het ontslag van ambtswege kan niet worden uitgesproken vóór het verstrijken van een termijn van vijftien dagen vanaf de in artikel 43 bedoelde kennisgeving.

Afdeling 4. - Ontneming van de graad.

Artikel 42. Artikel 45.

... (Tekst van artikel 42 van het ontwerp) ...

Hoofdstuk VI. - Overplaatsingen.

Artikel 57. Artikel 46.

... (Tekst van artikel 57 van het ontwerp) ...

Artikel 58. Artikel 47.

... (tekst van artikel 58 van het ontwerp)...

Artikel 59. Artikel 48.

Om te kunnen worden opgenomen in een ambtengroep waar geen enkel ambt van sergeant is voorzien, moet de kandidaat beroepsonderofficier zijn en met goed gevolg het examen hebben afgelegd dat in die ambtengroep is voorgeschreven voor de overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor.

.../...

Hoofdstuk VII. - De van het leger gescheiden onderofficier.

Artikel 60. Artikel 49.

... (tekst van artikel 60 van het ontwerp) ...

Artikel 61. Artikel 50.

Onverminderd de eventuele rechtsvordering, kan de Minister van Landsverdediging de zaak in handen geven van een informatiecommissie, die op de bij artikel 28 bepaalde wijze is samengesteld en ermede belast is alle verklaringen en bewijsstukken te verzamelen om vast te stellen in welke omstandigheden deze afwezigheid haar oorsprong vindt.

Artikel 62. Artikel 51.

... (tekst van artikel 62 van het ontwerp)...

Artikel 63. Artikel 52.

Na onderzoek van het volledig dossier, aangelegd zoals gezegd in de vorige artikelen, verwijst de Minister van Landsverdediging de onderofficier in voorkomend geval naar de in hoofdstuk V, afdeling 3, van deze titel bedoelde onderzoeksraad.

Afdeling 3 van dat hoofdstuk is van toepassing onder voorbehoud van hetgeen volgt.

.../...

Artikel 64. Artikel 53. (tekst van artikel 64 van het ontwerp, met het volgende voorbehoud :

Aan het slot van § 1 schrappe men de woorden "of van zijn anciënniteit zo het een tijdelijke onderofficier betreft".

Aan het slot van § 2, 4°, schrappe men de woorden : "of, indien het een tijdelijke onderofficier betreft, moet de periode van afwezigheid geheel of gedeeltelijk afgetrokken worden van de anciënniteit van de betrokkene ? ") ...

Artikel 65. Artikel 54.

De voorzitter van de onderzoeksraad geeft de betrokken onderofficier niet alleen kennis van de in artikel 43 bedoelde beslissing en adviezen, maar ook van het gemotiveerd advies van de raad over de eventuele gehele of gedeeltelijke omzetting van de periode van afwezigheid in non-activiteit.

Artikel 66. Artikel 55.

Heeft de onderzoeksraad verklaard dat de feiten vaststaan, dan vindt artikel 44 toepassing ; bovendien neemt de Minister van Landsverdediging de maatregelen die hij dienstig acht in verband met de vaststelling van de stand van de betrokken onderofficier tijdens zijn afwezigheid.

.../...

Hoofdstuk VIII. - De ereraden.

Artikel 67.

Artikel 56.

... (tekst van artikel 67 van het ontwerp)...

Artikel 68, eerste lid.

Artikel 57.

Er wordt een ereraad op de echelon bataljon of daarmede gelijkwaardig en op de echelon grote eenheid ingesteld.

Artikel 69.

Artikel 58.

De ereraad bestaat uit :

- een adjudant-chef, voorzitter, of, bij diens ontstentenis, een adjudant ;
- een adjudant ;
- een eerste sergeant-majoor ;
- een eerste sergeant ;
- een sergeant,

Artikel 64, tweede lid.

die door de commandant van de betrokken eenheid worden aangewezen uit de beroepsonderofficieren en de toegevoegde onderofficieren.

Artikel 70.

Artikel 59.

... (tekst van artikel 70 van het ontwerp)...

Artikel 71.

Artikel 60.

De ereraad houdt zitting met drie leden ; het lid met de minste anciënniteit moet onmiddellijk hoger in graad zijn dan de betrokken onderofficier of meer anciënniteit in dezelfde graad hebben.

.../...

Als de betrokkene een hulponderofficier van de luchtmacht of een reserveonderofficier is, moet, in afwijking van artikel 58, een onderofficier uit die kaders worden aangewezen om zitting te nemen.

Artikel 72. Artikel 61.

... (Tekst van artikel 72 van het ontwerp) ...

Artikel 73. Artikel 62.

De Minister van Landsverdediging stelt de ereraad samen, met inachtneming van de in artikel 60 bepaalde regels :

1° ... (voorts zoals de tekst van artikel 73 van het ontwerp) ...

Artikel 74. Artikel 63.

... (tekst van artikel 74 van het ontwerp) ...

Artikel 75. Artikel 64.

Elke onderofficier mag op de in artikel 63 bepaalde wijze de bijeenroeping van de ereraad vragen om hem een geschil voor te leggen of om zich vrij te pleiten van de lasterlijke verdenkingen waartegen hij zich niet anders zou kunnen verdedigen.

Artikel 76. Artikel 65.

... (tekst van artikel 76 van het ontwerp)...

.../...

Artikel 77. Artikel 66.

... (tekst van artikel 77 van het ontwerp) ...

Artikel 78. Artikel 67.

... (tekst van artikel 78 van het ontwerp)...

Artikel 79. Artikel 68.

... (tekst van artikel 79 van het ontwerp) ...

Artikel 80. Artikel 69.

... (tekst van artikel 80 van het ontwerp)...

HOOFDSTUK IX . - Verlof.

Artikel 81. Artikel 70.

...(tekst van artikel 81 van het ontwerp, maar in het eerste lid schrappe men de woorden "van de verschillende categorieën van het actief kader")...

Artikel 82. Artikel 71.

Het vakantieverlof wordt ingekort naar rato van twee en een halve dag per maand niet geheel als werkelijke dienst tellende afwezigheid, of per maand non-activiteit bij tuchtmaatregel ; delen van af te trekken dagen worden niet medegerekend.

.../...

Artikel 83. Artikel 72.

De onderofficieren die leerlingen zijn aan Belgische of vreemde, militaire of burgerlijke onderwijsinrichtingen staan onder de vakantieregeling van de inrichting waar zij studeren.

Voor de periode van het jaar tijdens welke zij niet aan de school zijn verbonden wordt hun een aantal verlofdagen toegekend dat evenredig is met de duur van de buiten de school gepresteerde diensten.

Tenzij artikel 71 wordt toegepast, mag het totaal aantal verlofdagen per jaar in geen geval kleiner zijn dan het aantal dagen bepaald in artikel 70.

Artikel 84. Artikel 73.

Onderofficieren die dienst doen in vreemde, niet aan het nationale grondgebied grenzende landen, kunnen gemachtigd worden, ten hoogste de helft van de dagen vakantieverlof waarop zij aanspraak hadden kunnen maken, ineens te nemen na hun terugkeer in België.

Voor de toepassing van dit artikel, worden het Verenigd Koninkrijk van Groot-Bruttannië en Noord-Ierland alsook de Republiek Ierland beschouwd als aan het nationaal grondgebied grenzende landen.

Artikel 85. Artikel 74.

... (tekst van artikel 85 van het ontwerp, met weglating van de woorden "van de verschillende categorieën van het actief kader")...

.../...

Artikel 86. Artikel 75.

... (tekst van artikel 86 van het ontwerp; de woorden "beroeps- of aanvullingsonderofficieren" moeten worden vervangen door het woord "onderofficieren")...

Artikel 87. Artikel 76.

... (tekst van artikel 87 van het ontwerp) ...

Artikel 88. Artikel 77.

... (tekst van artikel 88 van het ontwerp) ...

Hoofdstuk X. - Beroepsmuzikanten.

Artikel 43. Artikel 78.

Om te worden benoemd tot muzikant derde klasse, moet de muzikant vierde klasse slagen voor een examen van muziekuitvoering waarvan het programma door de Minister van Landsverdediging wordt vastgesteld.

Om dat examen te mogen afleggen, moet de muzikant ten minste een jaar anciënniteit in de vierde klasse tellen ; het examen mag tweemaal worden afgelegd.

Artikel 44, eerste lid. Artikel 79.

... (tekst van artikel 44, eerste lid, van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 45. Artikel 80.

Om te worden benoemd tot muzikant eerste klasse, moet de muzikant tweede klasse slagen voor een examen van muziekuitvoering waarvan het programma door de Minister van Landsverdediging wordt vastgesteld.

Om dat examen te mogen afleggen, moet de muzikant ten minste twee jaar anciënniteit in de tweede klasse tellen en moet zijn wijze van dienen bevredigend worden geacht.

Het examen mag tweemaal worden afgelegd met een tussentijd van ten minste een jaar.

Artikel 46, eerste lid. Artikel 81.

... (tekst van artikel 46, eerste lid, van het ontwerp) ...

Artikel 47. Artikel 82.

De overgang naar de klasse van hoofd-onderkapelmeester heeft plaats na een vergelijkend examen dat proeven omvat van militaire aard en proeven van muziekuitvoering ; het programma van die proeven wordt door de Minister van Landsverdeding vastgesteld.

Aan dat vergelijkend examen mag deelnemen, ieder beroepsmuzikant in werkelijke dienst wiens wijze van dienen bevredigend wordt geacht, die de leeftijd van 45 jaar niet heeft bereikt en ten minste twee jaar anciënniteit als beroepsmuzikant telt.

.../...

Artikelen 44, tweede en derde lid, 46, tweede en derde lid, impl. 45-47.

Artikel 83.

De wijze van dienen wordt door de Minister van Landsverdediging beoordeeld, na het gemotiveerd advies van de hiërarchische meerderen te hebben ingewonnen.

Geen enkel ongunstig advies mag aan de Minister van Landsverdediging worden toegezonden, vooraleer de beroepsmuzikant zich heeft kunnen verantwoorden.

Artikel 48.

Artikel 84.

... (tekst van artikel 48 van het ontwerp) ...

Artikel 49.

Artikel 85.

... (tekst van artikel 49 van het ontwerp) ...

Opmerking.

Artikel 86.

Alleen de hoofdstukken V, VII, VIII en IX van deze titel zijn op beroepsmuzikanten van toepassing.

Titel II. - Bepalingen betreffende tijdelijke onderofficieren.

Artikel 50.

Artikel 87.

(Onder voorbehoud van de opmerking betreffende de toepassing van de dienstplichtwetten, tekst van artikel 50 van het ontwerp).

Artikel 51.

Artikel 88.

(Onder voorbehoud van de opmerking betreffende de toepassing van de dienstplichtwetten, tekst van artikel 51 van het ontwerp).

.../...

Artikel 52. Artikel 89.

... (tekst van artikel 52 van het ontwerp)...

Artikel 53. Artikel 90.

§ 1. De kandidaat-tijdelijke onderofficieren worden aangesteld in de graad van sergeant, voor zover zij gunstig aangeschreven staat, na vijftien maanden in deze hoedanigheid te hebben gediend. Zij kunnen in die graad niet worden benoemd vóór de kandidaat-beroepsonderofficieren die in hetzelfde jaar als zij werden aangeworven.

§ 2. De aanstelling in de graad van sergeant wordt door de Minister van Landsverdediging ontnomen :

1° op advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform in geval van lichamelijke ongeschiktheid;

2° in geval van morele of beroepsongeschiktheid, op met redenen omkleed verslag van de hiërarchische meerderen of met een commissie welke de Minister van Landsverdediging aanwijst indien de feiten rechtstreeks bij hem aanhangig zijn gemaakt ;

3° in geval van definitieve mislukking in de examens waarmede de opleiding gepaard gaat ;

4° wanneer de dienstverbintenis van de betrokkene op zijn verzoek of van ambtswege wordt verbroken.

.../...

Artikel 54. Artikel 91.

Om te worden benoemd tot sergeant in de categorie tijdelijke onderofficieren, moet de kandidaat die met goed gevolg zijn opleidingscyclus heeft voltooid, de volgende voorwaarden vervullen :

1° op de dag waarop zijn benoeming ingaat, niet ouder zijn dan volle 29 jaar, of dan volle 35 jaar in de ambten die de Minister van Landsverdediging bepaalt ;

2° geslaagd zijn voor het examen over de werkelijke kennis van een van beide landstalen dat door de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger vereist wordt voor benoeming tot sergeant in de categorie tijdelijke onderofficieren.

Artikel 55. Artikel 92.

§ 1. De aanvullende beroepsexamens die aan de tijdelijke onderofficier zijn opgelegd om in de categorie toegevoegde onderofficieren te kunnen worden opgenomen, moeten aantonen of de kandidaat bekwaam is :

- hetzij om het ambt van onderrichter op sectie-echelon en/of van uitvoerder in het raam van het peloton of gelijkwaardige eenheid uit te oefenen ;

- hetzij om ambten van administratie of van logistiek uit te oefenen ;

.../...

- hetzij, in ambtengroepen met technisch karakter, om ambten uit te oefenen die dezelfde praktische geschiktheid vereisen als die van beroepsonderofficieren van dezelfde graad.

§ 2. Om zich voor die examens te mogen aanmelden, moet de tijdelijke onderofficier in die hoedanigheid ten minste drie jaar werkelijke dienst hebben volbracht, gunstig aangeschreven staan bij zijn meerderen en door de Minister van Landsverdediging aanvaard zijn.

§ 3. De Minister van Landsverdediging bepaalt het programma van die examens ; hij regelt de wijze waarop zij worden georganiseerd en bepaalt de te bepalen algemene en bijzondere cijfers.

Artikel 56. Artikel 93.

(Onder voorbehoud van de opmerking bij artikel 56, tekst van artikel 56 van het ontwerp).

Hoofdstuk III. Artikel 94.

Op tijdelijke onderofficieren zijn van toepassing :

1° hoofdstuk IV van titel 1 ;

2° hoofdstuk VI van titel 1, behalve artikel 48 ;

3° hoofdstuk VII van titel 1, onder het volgende voorbehoud :

.../...

a) voor de toepassing van artikel 53, § 2, luidt de vierde vraag waarop de leden van de onderzoeksraad moeten antwoorden, als volgt :

"4° moet de periode van afwezigheid geheel of gedeeltelijk worden afgetrokken van de anciënniteit van de betrokkene ? " ;

b) voor de toepassing van de artikelen 53, § 1 en 54, moet het advies van de onderzoeksraad betrekking hebben op de gevolgen welke de ten laste gelegde feiten op de anciënniteit van de tijdelijke onderofficieren moeten hebben ;

c) voor de toepassing van artikel 55 neemt de Minister van Landsverdediging de maatregelen welke hij dienstig acht ten aanzien van de anciënniteit van de tijdelijke onderofficier ;

4° hoofdstuk VIII van titel 1 ;

5° hoofdstuk IX van titel 1, behalve artikel 75.

TITEL III. - BEPALINGEN BETREFFENDE TOEGEVOEGDE ONDEROFFICIEREN.

Artikel 90 en hoofdstuk III.

Artikel 95.

Op toegevoegde onderofficieren zijn van toepassing : de hoofdstukken IV, V, VI, VII, VIII en IX van titel 1.

.../...

TITEL IV. - SLOT- EN OVERGANGSBEPALINGEN.

K.b.7.4.59, opm.artt. 1 en 10.

Artikel 96.

§ 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 houdende oprichting van de hogere secundaire technische school bij de technische school van de luchtmacht wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2.-

De leerlingen van die school krijgen een gespecialiseerde wetenschappelijke en technische opleiding, alsook een aanvullende algemene opleiding.

Bovendien krijgen zij, vanaf hun 16e jaar, een lichamelijke en militaire opleiding tot voorbereiding op de ambten waarmede zij in de krijgsmacht zullen worden belast".

§ 2. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 19.-

Om tot het vergelijkend examen te kunnen worden toegelaten, moeten de kandidaten de volgende voorwaarden vervullen :

1° ten minste 15 jaar oud zijn de 31e december van het jaar van de aanmelding en op die datum de leeftijd van 22 jaar niet hebben overschreden ; de maximumleeftijd wordt op 25 jaar gebracht voor hen die een dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis hebben aangegaan ;

.../...

2° indien zij militair zijn, gunstig aangeschreven zijn bij hun chefs ;

3° ongehuwd, weduwnaar of uit de echt gescheiden zijn zonder kinderen, behalve wat de kandidaten betreft die reeds militair zijn ;

4° wat de kandidaten betreft die op de dag van de toelating ten minste 16 jaar oud zijn, voldoen aan de overige voorwaarden die bepaald zijn om een vrijwillige dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis te kunnen aangaan en voldoen bij een geneeskundig onderzoek en een psychotechnische proef ; wat de kandidaten betreft die op de dag van de toelating minder dan 16 jaar oud zijn, voldoen aan dezelfde voorwaarden, behalve wat betreft de lichamelijke hoedanigheden ; die kandidaten moeten nochtans bewijzen dat zij over voldoende lichamelijke aanleg beschikken om die hoedanigheden te gepasten tijde te verkrijgen".

K.b.5.10.59 - opmerking aan het slot van het advies.

Artikel 97.

Artikel 2, 3°, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform wordt door de volgende bepaling vervangen :

"3° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van de in de graad van sergeant, van onderluitenant of van onderluitenant-ter-zee, tweede klasse, aangestelde militairen alvorens dezer aanstelling wordt ingetrokken;".

.../...

Artikel 99. Artikel 98.

... (tekst van artikel 99 van het ontwerp, met het volgende voorbehoud :

" 2° het koninklijk besluit van 30 september 1935 tot uitvoering van artikel 15 van de wet van 27 juli 1934 betreffende het statuut der beroepsonderofficieren en tot vaststelling van hun verdeling, voor de bevordering, in drie groeperingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1961 ;

...

7° het koninklijk besluit van 14 maart 1952 betreffende de uitvoering van de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 januari 1961;".

Artikel 91. Artikel 99.

... (tekst van artikel 91 van het ontwerp) ...

Artikel 92. Artikel 100.

§ 1._ Onverminderd de bepalingen van artikel 101, worden de onderofficieren die, bij de in werkingtreding van de wet van 27 december 1961, nog niet opgenomen zijn in één der bij de vroegere wetgeving voorziene korpsen van beroepsonderofficieren, opgenomen in de categorie tijdelijke onderofficieren.

Zij zullen een nieuwe dienstverbintenis van een, twee, drie, vier of vijf jaar naar keus mogen aangaan, zonder dat nochtans de duur van hun diensten als tijdelijk onderofficier vijf jaar mag overschrijden.

.../...

§ 2._ De in § 1 bedoelde onderofficieren, alsook de in artikel 99 bedoelde kandidaat-onderofficieren, kunnen worden toegelaten tot de categorie beroepsonderofficieren, zodra zij een van de volgende voorwaarden vervullen :

... (voorts zoals in artikel 92, § 2, van het ontwerp)...

§ 3._ De opneming van de in § 2 bedoelde onderofficieren in de categorie beroepsonderofficieren wordt op hun verzoek, na raadpleging van hun hiërarchische meerderen, door de Minister van Landsverdediging beslist; deze kan de opneming weigeren indien hij oordeelt dat de onderofficier niet de vereiste morele hoedanigheden bezit.

Artikel 93.

Artikel 101.

De onderofficieren die in aanmerking komen voor toepassing van artikel 78 van de wet van 27 december 1961 worden, zodra die wet in werking treedt, gewaarschuwd dat zij worden opgenomen in de categorie beroepsonderofficieren of in de categorie toegevoegde onderofficieren naar gelang van het in dat artikel gemaakte onderscheid.

Het staat hun vrij van die opneming af te zien binnen twee maanden na de in het eerste lid bedoelde waarschuwing ; in dat geval worden zij op het einde van hun lopende nieuwe dienstverbintenis naar het burgerleven teruggezonden.

Hetzelfde geldt voor de klaroenblazers en de trompettisten die sergeant of eerste sergeant zijn.

.../...

Artikel 94. Artikel 102.-

... (tekst van artikel 94 van het ontwerp) ...

Artikel 95. Artikel 103.-

De kandidatuur tot de hogere graad van de beroepsonderofficieren wier bevordering vertraagd is of die bij de bevordering voorbijgegaan zijn vóór de inwerkingtreding van de wet van 27 december 1961, zal opnieuw worden onderzocht zoals bepaald in artikel 35, § 2, van die wet :

1° is zij nooit opnieuw onderzocht, dan zal daaraan binnen zes maanden na de inwerkingtreding van de wet het eerste nieuw onderzoek als bepaald in artikel 35, § 2, van die wet worden gewijd;

2° is zij reeds opnieuw onderzocht, dan zal daaraan, in de loop van het vijfde jaar na het eerste onderzoek, het laatste nieuw onderzoek als bepaald in dat artikel 35, § 2 worden gewijd; is het vijfde jaar verstreken, dan zal aan de kandidatuur dat laatste nieuw onderzoek worden gewijd binnen zes maanden na de inwerkingtreding van de wet.

Artikel 96. Artikel 104.-

Van het in artikel 38 van de wet van 27 december 1961 voorgeschreven examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor zijn vrijgesteld :

.../...

1° de onderofficieren die onder de gelding van de wet van 27 juli 1934 of van de wet van 9 juli 1951, geslaagd zijn voor het examen dat recht geeft op het brevet van onderofficier-onderrichter of voor de beroepsproeven waaraan elk van die wetten de opneming in het korps beroepsonderofficieren onderwierp;

2° de onderofficieren die onder de gelding van het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 houdende het statuut van de militaire specialisten, geslaagd zijn voor de beroeps- en militaire examens van het brevet klasse II, alsook voor de militaire examens van kandidaat keuronderofficier-specialist;

3° bij de luchtmacht, de beroeps- en hulponderofficieren die de aan een luchtvaartbrevet verbonden hogere kwalificatie hebben behaald; degenen onder hen die bij de inwerkingtreding van de wet van 27 december 1961 eerste sergeant zijn, gaan over naar de graad van eerste sergeant-majoor op grond van hun anciënniteit als sergeant.

Artikel 97.

Artikel 105.-

Gedurende tien jaar na de inwerkingtreding van de wet van 27 december 1961 kan de Minister van Landsverdediging beslissen dat het vergelijkend kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef, in sommige ambtengroepen zal lopen over een volgens de ambten verschillende stof, in overeenstemming met de verschillende opleidingen die de van die ambtengroepen deel uitmakende onderofficieren hebben ontvangen.

.../...

De beslissing van de Minister moet gemotiveerd zijn door het weinig homogene van de onderscheiden ambten van elke betrokken ambtengroep.

Artikel 98. Artikel 106.-

... (Onder voorbehoud van de opmerkingen bij artikel 98 van het ontwerp, tekst van dat artikel)...

Nieuw. Artikel 107.-

Dit besluit treedt dezelfde dag als de wet van 27 december 1961 in werking.

Artikel 100. Artikel 108.-

Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,
De Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.